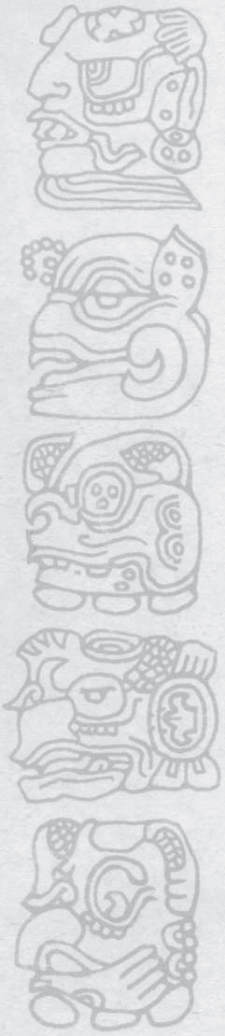
GP 37

ISSN 0029 - 4004

# PROBLEMES D'AMERIQUE LATINE

N° 74 - 4e trimestre 1984



## TROIS POINTS DE VUE LATINO-AMÉRICAINS SUR LA QUESTION DE L'ENDETTEMENT

dette, souveraineté et démocratie en Amérique latine

**aldo ferrer**

dette extérieure et options de développement

**ricardo ffrench-davis**

ajustement et adaptation structurelle : l'expérience brésilienne

**antonio barros de castro**

## LA GAUCHE AU PÉROU

le processus de légitimation

**hugo neira**

## NICARAGUA - PAYS SOCIALISTES

vers la consolidation des liens économiques ?

**ricardo acciaris**

# Notes et Etudes Documentaires

N° 4 768
1983 - 18
45 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

N.D. N° 4 768

# LE PROCESSUS DE LÉGITIMATION DE LA GAUCHE AU PÉROU

Hugo NEIRA (*)

*La gauche péruvienne correspond à une trentaine de formations politiques d'extrême-gauche, actives depuis les années soixante, et se déclarant marxistes. Une douzaine d'entre elles sont issues de fragmentations successives du Parti communiste, le restant se partage entre diverses tendances trotskyste, castriste ou « miriste » (ce panorama d'ensemble n'inclut pas la guérilla de Sentier lumineux analysée par H. Favre dans* Problèmes d'Amérique latine *n° 72). Un mouvement inverse, et récent, d'alliances et de constitution de « fronts » électoraux, a fait en quelques années de ces frères ennemis une force politique, la « gauche », capable de disputer la première place à l'APRA. En effet, si les petits partis de gauche éparpillés apparaissent dès les élections présidentielles de 1980 comme la troisième force politique, derrière l'APRA et l'Action populaire, le regroupement de certains d'entre eux sous le nom de « Gauche unie »* (Izquierda unida) *prend la première place à Lima lors des élections municipales de 1983.*

*Cet article tente de dégager la singularité et la signification de ce mouvement : reconversion originale de groupes marxistes, à l'idéologie souvent sans nuances, à la pratique parlementaire et à l'exercice d'un pouvoir local et régional dans le cadre démocratique ; apparition d'un espace politique nouveau, bien délimité et d'une importance décisive : en effet, les gauches, outre leur force politique, disposent, dans un pays où prédomine une population jeune, urbanisée et alphabétisée à un niveau élémentaire, d'une implantation sociale qui n'est pas négligeable, au travers de la Confédération générale des travailleurs péruviens (CGTP), et d'un impact par la presse ou par une intelligentsia dont certains membres préparent un « programme alternatif de gouvernement » en vue des élections de 1985.*

## La surprise de la légitimité

Les groupes de gauche ont depuis toujours existé au Pérou, comme groupes réduits ayant une certaine portée dans le milieu ouvrier ou paysan, et comme minorités actives issues des couches sociales cultivées. L'épisode des trotskystes

(*) *Enseignant à l'Université de Saint-Etienne et membre du conseil de rédaction de* Socialismo y participación, *Lima.*

du FIR (Front de la gauche révolutionnaire) d'Hugo Blanco dans la Vallée de la Convention vers les années soixante, ou encore celui des guérillas de Puente Uceda sont là pour nous le rappeler. Mais nous voulons aborder ici un thème différent et beaucoup plus large. Sans perdre de leur acuité verbale et sans cesser d'adhérer aux dogmes et aux objectifs révolutionnaires, les diverses gauches jusqu'alors dispersées et mouvantes ont obtenu leur statut de légitimité, cette fois à partir du jeu électoral, et recueilli les résultats — par les urnes — de leurs liens avec les revendications ouvrières et populaires, atteignant par là, en très peu d'années, une représentation parlementaire, un pouvoir municipal, et d'une façon générale, une place de premier plan dans les délibérations politiques à un moment de crise particulièrement aigu (1). Ces « gauches », à l'évolution desquelles est consacrée cette étude, sont nombreuses. Et, bien que nous les traitions en détail plus loin, il convient de retenir déjà qu'on y compte une trentaine de groupes et partis (2). Une vingtaine d'entre eux ont une représentativité, soit syndicale, soit parlementaire, soit les deux (3). Ces gauches se situent à l'extrémité de l'éventail politique, en partie à gauche du parti communiste local. Elles se répartissent en tendances maoïstes, trotskystes, castristes, qui à leur tour se subdivisent. Par exemple le seul groupe trotskyste compte neuf groupements ou micropartis, de sorte qu'un auteur, faisant l'étude de cette dispersion des partis de gauche au Pérou, et que nous citerons fréquemment, utilise, pour décrire ce phénomène, des notions comme celles de « galaxie » miriste, ou de « nébuleuse » trotskyste, ce qui exprime bien le caractère fluctuant et centrifuge de ces organisations.

Ce multipartisme extrême ne doit pas nous induire en erreur. En effet, les élections et la recherche d'un consensus face aux graves problèmes du pays ont été un facteur centripète. L'activité électorale ainsi que les grandes grèves les ont poussés à se regrouper. Soumis à une dure tension, dans la mesure où ils étaient séduits par les possibilités que le climat de liberté démocratique leur offrait pour attirer les votes des couches populaires, et par ailleurs gênés par leur essence même de partis minoritaires, dogmatiques, conçus comme des organisations fermées sur le modèle léniniste et conspirateur, ils ont su trouver, de façon presque exemplaire, une formule pour participer à la compétition électorale en même temps qu'une identité idéologique. Ils n'ont formé aucun grand parti unitaire. Ils ont peut-être fait mieux : réunis en « fronts » — dont nous donnerons les détails plus loin —, ils ont obtenu des pourcentages importants de voix lors des élections de 1978, 1980 et 1984, tout en préservant au sein de ces organisations fédératives leurs partis d'origine. Solution qui satisfait le pragmatisme des uns et le souci idéologique des autres.

---

(1) Voir E. Henry, « La dynamique des secteurs populaires urbains », *Problèmes d'Amérique latine* 63, 1er trimestre 1982 ; E.V.K. Fitzgerald, *The Political Economy of Peru, 1956-1978*, Cambridge, 1979 ; Vigier, Tantalean, Aguirre, « Configuración economica y estado de la crisis en los paises andinos », *Socialismo y participación*, nº 26, Lima, juin 1984, pp. 67-85.

(2) A. Rojas Samanez, *Partidos politicos en el Perú, manual y registro*, Centro de documentación e información andina, Lima, 1984.

(3) R. Letts, *La izquierda peruana. Organizaciones y tendencias*, ed. Mosca Azul, Lima, 1981. Outre l'analyse fort intéressante et personnelle de l'auteur, un homme de gauche qui est le fondateur de la Vanguardia revolucionaria, cet ouvrage contient une série de graphiques que nous avons utilisés dans cet article.

Cette légitimité dont nous avons parlé peut être comprise de façon différente. D'une part le système des partis politiques péruviens paraît s'être complété à la pointe de l'éventail politique avec ce regroupement de micro-gauches qui, derrière leur système de « fronts » comme l'UNIR, l'UDEP, le FOCEP, sont présents dans la répartition des votes avec, en gros, un tiers de l'électorat. D'autre part, un consensus d'acceptation se fait jour, non seulement au sein de l'aprisme, qui entame le « dialogue » avec l'IU (la gauche unie) d'Alfonso Barrantes au sujet du système de scrutin à deux tours pour les prochaines élections de 1985, mais encore dans la droite libérale, et l'Eglise ou l'Armée. En bref, les dirigeants de la radicale et multiple gauche péruvienne sont acceptés comme faisant partie de la vie politique normale du pays.

Or, cette présence électorale, doublée d'une présence syndicale et symbolique (par le poids qu'ont les diverses gauches dans le milieu intellectuel), est un fait absolument nouveau dans la vie du pays. En effet, la gauche n'a jamais eu d'importance électorale au Pérou. Pour des raisons que nous ne pouvons développer ici, la lutte électorale dans le Pérou actuel s'est réduite à la lutte de l'Apra, à savoir celle de Haya de la Torre, avec ses adversaires. De 1931 à 1956, divers coups d'Etat militaires lui ont barré la route du pouvoir légal, bien que, dans ce laps de temps, des candidats de l'Apra aient été plébiscités. Dès 1962-1963, la politique apriste rencontrera un autre obstacle : la concurrence de l'Action populaire, le parti de Fernando Belaúnde Terry. Mais, lors de certains votes, la gauche marxiste traditionnelle n'obtiendra que 2 % des voix. Ajouté aux voix d'autres courants progressistes et chrétiens du radicalisme des années soixante, ce courant ne représente pas 6 % de l'électorat (4). En d'autres termes, au cours des cinquante dernières années, la politique de l'Apra avait isolé les gauches marxistes dans un espace électoral extrêmement réduit. Son influence sur la classe ouvrière était aussi prédominante, avec la CTP. C'est ainsi que, dans les années soixante, le sociologue François Bourricaud a pu parler, à juste titre, de la « petite gauche » (5).

Comment ces groupes de gauche ont-ils pu passer du « ghetto » intellectuel ou universitaire des années soixante à la place importante, sinon centrale, qu'ils occupent aujourd'hui ? La vie politique au Pérou paraît surprenante si l'on considère les tournures inattendues qu'elle prend. Après une révolution militaire (6), en elle-même très surprenante compte tenu du rôle traditionnellement joué par les forces armées sur le continent, le pays est revenu aux institutions démocratiques représentatives, avec le retour du président Belaúnde au pouvoir. Or, le retour des civils au gouvernement avait été pensé par les militaires en repli, les militaires de la « deuxième phase » du gouvernement du général Morales Bermúdez, en partie pour empêcher l'application de cer-

(4) H. Neira, « Pérou » in *Tableau des partis politiques en Amérique latine*, pp .273-317, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1969.

(5) F. Bourricaud, *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain*, Armand Colin, Paris, 1967.

(6) C. Collin-Delavaud, « Le gouvernement révolutionnaire de la Junte militaire en 1975 », *Problèmes d'Amérique latine* 35, Notes et études documentaires 4169-4170, mars 1975 ; « Pérou, le retour de Belaúnde », *Problèmes d'Amérique latine* 63, Notes et études documentaires 4653-4654, 1er trimestre 1982 ; D. Danset, « L'expérience péruvienne, de la voie capitaliste à la voie de développement non capitaliste », *Problèmes d'Amérique latine* 35,. Notes et études documentaires 4169-4170, mars 1975.

taines réformes structurelles du gouvernement du général Velasco, et en partie aussi pour que les partis traditionnels occupent le pouvoir légal. Ce sont eux, en effet, qui bénéficient directement de cette opération politique : l'Apra est représentée à l'Assemblée Constituante de 1978 et, aux présidentielles de 1980, c'est le tour de l'Action populaire. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, il se produit quelque chose qui n'était pas du tout prévu par le calendrier du repli militaire. En même temps que l'aprisme et la droite traditionnelle retrouvent leurs espaces politiques respectifs, un nouvel espace s'ouvre avec les groupes de gauche, qui imposent leur inscription à la campagne électorale et remportent de forts pourcentages, supérieurs à leurs résultats postérieurs. En somme, le retour aux pratiques électorales et aux institutions représentatives après douze ans de parenthèse militaire se traduit par la réapparition des anciens partis et par l'arrivée de la nouvelle gauche. Celle-ci se ménagera un espace à elle au sein du système démocratique, et non contre lui.

Certes, il s'agit là d'un espace récent. Il date, comme nous venons de le dire, de 1978. Il n'en est pas moins un espace politique clairement perçu. C'est, en gros, celui qui se trouve entre l'Apra (parti toujours dominant dans le système politique péruvien) et les courants anti-système dont l'expression extrême est représentée par « Sentier lumineux ». Entre les deux se trouvent une trentaine d'organisations qui ont opté, sans toutefois abandonner leurs habitudes semi-clandestines et leur tentation de l'extra-légalité, pour les urnes, pour le défi démocratique et les responsabilités de la représentation publique. Nombreux sont ceux qui considèrent comme un cadeau empoisonné la victoire électorale des partis de gauche aux municipales de novembre 1983 et la prise en main des mairies comme celles d'Aréquipa, Huancayo, ou celle de Lima, qui sont autant de villes ayant de grands et graves problèmes de paupérisation tiers-mondiste.

C'est enfin un espace décisif. Il a permis à certains dirigeants d'avoir une présence parlementaire. Le pays connaît et suit les interventions, lors des débats autour de la politique ultra-libérale des Premiers ministres du président Belaúnde, d'un Rolando Breña, sénateur maoïste, d'un représentant trotskyste comme Ricardo Napurí, de Javiez Díez Canseco, député de tendance jacobine. Ce rôle de tribune est décisif. Le climat de liberté, l'utilisation des mass media dans un milieu journalistique profondément marqué par les manières nord-américaines font de ces dirigeants, qui n'étaient encore récemment connus que d'une poignée d'adhérents de leurs secrètes factions d'extrême-gauche, des personnages publics. Les juntes municipales ont multiplié ce phénomène de légitimation des directions de gauche dans tout le pays.

Outre ces implantations parlementaires et municipales, il convient d'en indiquer d'autres : dans la classe ouvrière, par l'intermédiaire de la CGTP (Confédération générale des travailleurs) et de certaines centrales provinciales ; dans la presse, puisque les diverses « gauches » ont en propre une série de revues et de journaux ; dans le milieu intellectuel, aussi bien parmi les étudiants que dans les sciences sociales et la recherche où la gauche marxiste est largement implantée, la gauche peut être considérée comme hégémonique. Ainsi, certains centres d'études, parmi tous ceux qui ont vu le jour

dans les dix dernières années à Lima, préparent, et c'est le cas de DESCO, Centro de estudios y promoción del desarollo, ce qui pourrait être un éventuel plan de gouvernement « alternatif » de la gauche en vue d'une prise légale et légitime du pouvoir, que ce soit pour 1985 ou pour 1990.

Un observateur superficiel pourrait cependant considérer cet état de choses comme presque banal, et, peu impressionné par le tiers des voix octroyé à la gauche dans son ensemble, à sa représentation parlementaire ou municipale, à sa presse, à sa force ouvrière et syndicale, pourrait en venir à conclure que tout cela n'est en définitive pas très éloigné du système classique des partis dans les démocraties des pays industrialisés. Mais le Pérou n'est ni l'Italie, ni l'Espagne. Une partie de l'originalité du cas que nous étudions devient manifeste quand on tient compte que cette représentativité démocratique a été obtenue dans une société de pénurie et de pauvreté, et que, par ailleurs, ce type de gauche dont nous parlons joue d'habitude un rôle peu important, en marge du système des partis et non, comme au Pérou actuellement, au cœur de la tourmente. Il est souvent difficile à la gauche d'assumer un rôle de premier plan dans le cadre de la légalité. Le cas de l' « Unité populaire » de Salvador Allende nous le rappelle suffisamment, de même que, *mutatis mutandis*, les socialismes actuellement au pouvoir dans divers pays européens. C'est pourquoi les diverses gauches péruviennes, c'est-à-dire la nuée d'organisations trotskystes, castristes, maoïstes et marxistes-léninistes qui occupent une place légale et légitime, non sans de sérieux déchirements internes de par leur conception même de la vie politique — l'insurrection, le complot —, représentent l'exception dans l'exception. Sous cet angle, les organisations de gauche légitimes constituent dans le Pérou actuel un élément important sinon décisif pour comprendre l'évolution de ce pays ; elles sont également un phénomène inédit, non seulement dans le panorama des forces politiques et sociales d'Amérique latine, mais aussi dans le monde contemporain. Dans aucun système de partis connu, les maoïstes, les trotskystes et les léninistes ne se sont regroupés, dans aucun autre non plus ils ne constituent un des pôles déterminants de la vie démocratique.

## Gauches légales ou gauches légitimes ?

Il faut, enfin, nous arrêter un moment sur les choix conceptuels et méthodologiques du présent travail. Nous avons préféré ordonner l'analyse de la gauche péruvienne autour de la notion de « légitimité » plutôt que de celle de « légalité ». Les organisations de gauche sont légales depuis un certain temps, semi-tolérées par le pouvoir à cause de leur impact réduit sinon insignifiant. On verra que le processus de fragmentation du Parti communiste commence en 1964, comme une répercussion du conflit sino-soviétique, et se poursuivra jusqu'en 1980, par une série de démissions de ses membres, sans que cela intéresse plus qu'un petit cercle d'initiés, et sans que cela ait d'influence sur le cours des événements nationaux. Or, chaque fraction qui se détachait du « tronc » accédait à la légalité en exerçant une quelconque activité publique

ou par l'intermédiaire de la presse ou de l'action syndicale. En revanche, aucune n'aspirait à la « légitimité ». Le désir de légitimité implique un souci d'inclusion et d'intégration au système de partis et aux institutions démocratiques récemment établies ; il implique aussi un conflit idéologique, politique et même moral avec l'idéologie d'origine qui considère que l'ordre démocratique est bourgeois et foncièrement inauthentique.

Il est évident qu'une étude comme celle que nous entreprenons ici comporte des difficultés, car il s'agit des groupes de gauche semi-clandestins dans un passé encore proche, et qui n'ont pas entièrement abandonné leur organisation traditionnelle fondée sur le secret des délibérations et sur le mystère qui entoure le cercle des dirigeants, ni la tentation de l'action violente, comme l'indique le débat sur l'activité des Sendéristes dont ces groupes ne soutiennent pas la guerre ouverte, mais ne condamnent pas complètement l'activité, à de rares exceptions près (7). La difficulté d'une classification et d'une description de ces groupes de gauche provient aussi de leur dispersion, de leur instabilité, du caractère souvent capricieux et aléatoire de leurs ruptures internes. Pour toutes ces raisons, cette approche est inévitablement incomplète et sommaire. Elle est issue des informations que ces organisations ont données pour expliquer à « l'extérieur » leurs scissions.

Mais il y a aussi le phénomène des groupements et des alliances, cette tendance centripète dont nous avons parlé et qui est due aux besoins électoraux ou syndicaux. C'est ce processus que nous avons choisi de mettre en lumière. D'un point de vue méthodologique, nous partons donc du mouvement en général (tableau I), de cette place insolite qu'occupe la gauche dans un pays comme le Pérou, pour aboutir aux cas particuliers, aux micro-partis. Nous examinerons ainsi en premier lieu les résultats de cette tendance centripète, à savoir les processus électoraux de ces dernières années, ainsi que le rôle joué dans ceux-ci par les alliances, les « fronts » et par les personnalités charismatiques ayant fait acte de candidature. En second lieu, nous examinerons la nature des principaux ensembles ou familles de partis de gauche : les appareils léniniste, trotskyste, « miriste » (du MIR), etc. En dernier lieu, nous mettrons en lumière le cas de certains micro-partis qui, sans l'aiguillon de la crise sociale et économique, et sans la tentation démocratique, n'auraient pas abandonné leur rôle de partis anomiques (8), fermés et utopistes, déconnectés de l'évolution générale de la société civile et de l'Etat. Toutefois, sur ce point, il conviendra de s'interroger sur le rapport entre les minorités actives, qui constituent l'essentiel des micro-partis dans la période de préparation pré-parlementaire qui va des années soixante aux années quatre-vingt, et l'évolution de l'ensemble de la classe ouvrière et paysanne sous l'influence de la modernisation et de la situation conflictuelle intense de ces années-là. La société secouée par des processus d'urbanisation, d'alphabétisation et d'émigration généralisée, et,

(7) Par exemple, Enrique Bernales, du PSR : « Sendero et Izquierda Unida sont des projets essentiellement différents, qui s'excluent l'un l'autre » et Ricardo Napuri, au nom du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (PORM) : « Nous ne sommes pas d'accord et nous ne soutenons pas l'insurrection », Rojas, *op. cit.*, p. 318.

(8) Dans le sens dans lequel l'utilise Robert E. Lane, in *Les partis politiques,* textes réunis par J. Charlot, Armand Colin, Paris, 1971.

à partir de 1974, par l'impact de la crise mondiale, devant une dégradation du niveau de vie à la ville comme dans les zones rurales, va arracher les micro-partis à leurs débats idéologiques et les obliger, d'une certaine façon, à jouer un rôle public, soit dans les parlements, soit dans les centrales ouvrières confrontées aux mesures gouvernementales. Presque tous les groupes d'extrême gauche entrent en lice, excepté « Sentier lumineux ». Mais ceci est une autre affaire (9).

TABLEAU I. — LES VINGT ORGANISATIONS DE LA GAUCHE PÉRUVIENNE

| | |
|---|---|
| 1. PCP.U | Parti communiste péruvien - Unité |
| 2. PCP.DR | Parti communiste péruvien - Drapeau rouge |
| 3. PCP.ML | Parti communiste péruvien - Marxiste-léniniste |
| 4. PCP-SL | Parti communiste péruvien - Sentier lumineux |
| 5. PCP.PR | Parti communiste péruvien - Patrie rouge |
| 6. PCP.ER | Parti communiste péruvien - Etoile rouge |
| 7. FLN | Front de Libération nationale |
| 8. VR | Avant-garde révolutionnaire |
| 9. VR.PM | Avant-garde révolutionnaire - Politico-militaire |
| 10. POMR | Parti ouvrier marxiste révolutionnaire |
| 11. LC | Ligue communiste |
| 12. PSI | Parti socialiste internationaliste |
| 13. PCR | Parti communiste révolutionnaire |
| 14. MIR.CE | Mouvement de la gauche révolutionnaire - Quatrième étape |
| 15. MIR.TR | Mouvement de la gauche révolutionnaire - Tendance pour la reconstruction |
| 16. CMOP | Cercle marxiste d'opposition prolétaire |
| 17. FIR.OCR | Front de la gauche révolutionnaire - Ouvrier combattant révolutionnaire |
| 18. PST | Parti socialiste des Travailleurs |
| 19. ELN | Armée de libération nationale |
| 20. POR.T | Parti ouvrier révolutionnaire - Trotskyste |

*Source :* Ricardo Letts, *La Izquierda peruana, organizaciones y tendencias,* Mosca Azul, Lima, 1981.

# La gauche électorale

## La tendance générale

Entre 1962 et 1983, dans les processus électoraux, les résultats obtenus par les organisations de la gauche péruvienne présentent une évolution qui est détaillée dans le tableau II.

(9) Voir l'excellent travail de H. Favre, « Sentier lumineux et horizons obscurs », *Problèmes d'Amérique latine* 72, 2e trimestre 1984. Cet article a, entre autres, le mérite de distinguer le phénomène de la guérilla de celui des mouvements de revendication indianiste : « Le cadre sentiériste de base est un rural dépaysannisé et désindianisé », p. 22.

TABLEAU II. — L'IMPORTANCE ÉLECTORALE DE LA GAUCHE DE 1962 A 1983
(en % des voix)

| 1962 | 1978 | 1980 | 1983 |
|---|---|---|---|
| 6,44 (1) | 31,45 (2) | 14,9 (3) | 28,90 (4) |

(1) PCP, 3,54 ; DC, 2,9.
(2) FOCEP, 12,34 ; UDP, 4,58 ; PCP, 5,91 ; PSR, 6,62 ; DC, 2,37 ; ARS, 0,57.
Si l'on compte le FNTC (3,86) dans la gauche, l'ensemble des voix s'élève à 36,45 %.
(3) UNIR, 3,7 ; PRT, 3,5 ; UI, 2,8 ; UDR, 2,4 ; FOCEP, 1,8 ; OPRP, 0,4.
(4) IU (Izquierda Unida) : 28,90.

Ces résultats sont remarquables au moins pour deux raisons presque évidentes. La première est que la progression se produit au sein d'un corps électoral lui-même en expansion. En effet, les suffrages valablement exprimés ont été de 2 070 727 en 1963 et de 3 939 614 en 1983, soit une augmentation de 52,56 % entre les deux élections (ce qui ne doit pas nous surprendre du tout, car depuis vingt ans le Pérou est un pays soumis à un processus accéléré d'urbanisation et d'alphabétisation élémentaire). La deuxième raison est qu'en 1978 — après douze ans d'absence de consultations électorales sous le régime militaire —, les organisations de gauche abandonnent le « ghetto » des petites minorités.

Mais l'affirmation de cette tendance générale doit être nuancée. Comparer des élections distantes dans le temps et de caractères différents comporte des risques. Celles de 1962 et 1980 étaient des élections présidentielles. Celle de 1978 avait pour but de former l'Assemblée Constituante ; celle de 1983 était une élection municipale. De plus, ce n'est que depuis 1980 que le vote des analphabètes a été pris en compte (ce qui n'a fait que confirmer les tendances générales). Enfin, entre la première date et la dernière, s'est écoulée une vingtaine d'années très agitées, soit du fait des « réformes » des militaires — comme la réforme agraire dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a profondément changé les rapports sociaux à la campagne ainsi que les mentalités — soit du fait de la recrudescence de la migration vers les villes et de l'accroissement de la pauvreté urbaine auxquelles s'est ajoutée la multiplication des agents de modernisation comme les radios, la presse et les partis politiques eux-mêmes.

Enfin ce cycle électoral, avec ses interruptions et ses répétitions (en 1962, les élections furent annulées, et une nouvelle consultation eut lieu en 1963 qui vit le triomphe de la coalition d'Action populaire - Démocratie chrétienne sur l'Apra avec 39 % contre 34 %), est marqué, comme d'habitude, par la lutte entre le camp de Haya de la Torre et celui de Fernando Belaúnde Terry, aussi bien aux présidentielles que pour la formation des majorités parlementaires.

La gauche n'a pas pu se soustraire, donc, à ce dilemme majeur que connaissent les grandes organisations « modérées » du système politique péruvien qui étaient encore récemment des « machines » électorales écrasantes.

Ainsi, si nous n'avons pas inséré 1963 dans le tableau c'est parce que le vote de gauche s'est complètement dissous dans le choix de Belaúnde Terry contre Haya. Il faut noter qu'en 1978 les candidats de la gauche progressent mais que, pour l'Assemblée Constituante, ni Belaúnde Terry alors en exil aux Etats-Unis, ni son parti ne participent à la consultation. En 1980, les voix de gauche délaissent leurs propres candidats pour renforcer, une fois de plus, la position de Belaúnde Terry contre le candidat présidentiel apriste. Haya de la Torre est décédé avant les élections et c'est Armando Villanueva, l'homme qui n'avait pas cessé de tendre la main à la gauche marxiste, qui sera battu.

En 1983 enfin, avec la gauche unie, *Izquierda unida* (IU), la gauche paraît s'écarter du débat entre l'Apra et Action populaire, consolidant son propre champ électoral. Cette tendance se maintiendra-t-elle en 1985 ? Personne ne peut l'affirmer. Les observateurs politiques de Lima admettent que cela dépendra de la capacité de la gauche à présenter des candidatures unitaires, ce qui, nous le verrons, n'est pas chose facile ; et également de son aptitude à vaincre sa tentation d'intervenir pour séparer la droite de l'Apra. En tout cas, ce que nous montrent les chiffres et le comportement électoral de ces vingt dernières années est quelque chose de contradictoire sinon paradoxal. Ainsi, à côté d'une tendance à croître et à accroître ses gains dans les urnes, un anti-aprisme profond et viscéral se fait jour, qui, au moins en deux occasions — toujours pour les présidentielles — a conduit la gauche à abandonner ses propres listes pour grossir celles de la droite libérale (10). C'est pour cela qu'il convient d'examiner chaque processus électoral séparément, et, dans tous les cas, le jeu des alliances et des intérêts.

## Vers l'Assemblée constituante (1978)

Au Pérou l'année où la gauche cesse d'être électoralement un élément infime pour devenir un courant majeur et stable est l'année 1978. C'est une chose claire pour l'homme de la rue comme pour l'observateur politique. Mais un événement de cette ampleur demande un minimum d'explication. Et dans la mesure où c'est la stricte évolution de la politique péruvienne qui nous intéresse ici, à savoir l'évolution des groupes de gauche au sein du jeu électoral et institutionnel, il faut d'une part retenir les effets qu'ont eus sur eux ou sur leur clientèle syndicale et populaire les années du gouvernement militaire du général Juan Velasco Alvarado et les réformes que celui-ci introduisit.

(10) « La mauvaise conscience qu'ont de nombreuses personnes de gauche pour avoir élu Belaúnde président de la République à deux reprises par le vote marginal », P. Macera, *Olga*, nº 129, Lima, 13 juin 1983.

D'autre part il faut considérer les trois années de crise politique qui suivent, sous le gouvernement du général Morales Bermúdez : depuis l'éviction de Velasco jusqu'à la convocation d'une Assemblée Constituante et au retour des partis politiques.

## L'héritage de Velasco (1975-1978)

Gouvernement révolutionnaire militaire, révolution par le sommet (11), le cas des militaires péruviens sous Velasco a suffisamment été exposé dans cette même publication, ainsi que dans d'autres, comme un cas singulier et à part (12). Nous ne parlerons pas ici de cette « révolution par l'état-major » comme l'appelle Alain Rouquié (13).

Pour simplifier, disons qu'en 1975, le Pérou se trouvait devant la situation suivante : sur le plan économique, la crise, dont il n'est pas encore sorti ; sur le plan social, les conséquences d'une politique de répartition du revenu et l'effet psychologique et social de ces réformes, souvent introduites brutalement dans la trame d'une société, jusqu'en 1968, traditionnelle sinon « bloquée » (14). En effet, un rapport de la Banque mondiale sur l'économie péruvienne indique, en 1975, que la stratégie de développement suivie par les militaires, qui consistait en grands travaux publics, et en un contrôle par l'Etat de secteurs-clefs de l'exportation, comme les produits miniers et le pétrole, ne pouvait durer ; pas plus que les réformes sociales, la redistribution du revenu, ou l'augmentation de la consommation qui a caractérisé l'économie entre 1970 et 1974. Au contraire, une fois achevée la période de prospérité, les prix des denrées importées pèseraient sur l'économie du Pérou, ainsi que le service de la dette publique, l'importation de pétrole, ce que le rapport appelait « l'inflation importée » (15). Ces pronostics furent sévèrement confirmés. Le déficit des ressources de l'Etat péruvien date de 1974-1975 (16). Le revenu réel, qui était passé de 100 en 1973 à 133 en 1974, commence à décliner (aujourd'hui, en 1984, le pouvoir d'achat ne représente plus que 35 % de celui de 1975). Les prix à la consommation connaissaient des hausses vertigineuses de 1 000 et 2 000 % pour des denrées de consommation courante (17). En général, 1977 et 1978 furent des années d'extrême récession. Une amélioration apparaît en 1979, sans que pour autant les problèmes de la dette extérieure, de la balance commerciale ou de l'augmentation du sous-emploi ou du chômage trouvent de solution.

(11) F. Guerra García, *Velasco, del Estado oligárquico al capitalismo de Estado*, ed. CEDEP, Lima, 1983.

(12) Sur le rôle des militaires, voir H. Neira, « Pérou » in *L'armée dans la nation*, ouvrage collectif sous la direction de A. Abdel Malek, SNED, Alger, 1971.

(13) A. Rouquié, *L'Etat militaire en Amérique latine*, Seuil, Paris, 1982, pp. 378-417.

(14) Dans le sens que Michel Crozier donne à ce concept dans *La société bloquée*, Seuil, 1970.

(15) Rapport de la Banque mondiale sur l'économie péruvienne, 1975.

(16) Ce déficit ne provient pas de l'importance excessive des achats d'armes ou du coût des projets de développement, mais du profil de la demande interne. Sur le déficit dû aux importations, voir Carlos Amat y León, « El manejo del sistema económico y la inflación, *Socialismo y participación*, nº 1, septembre 1981, CEDEP, Lima.

(17) « La loca carrera de los precios », *Caretas*, Lima, août 1983.

Cependant, cette crise est précédée de quelques années d'une expansion modérée avec un taux d'accroissement annuel du PIB de 6 à 7 % (comme dans d'autres économies latino-américaines, avant la crise mondiale). Certes, les réformes des militaires avaient touché les secteurs modernes de la production, ceux qui avaient le plus d'incidence sur les exportations, comme la pêche, le pétrole, les plantations côtières de coton et de canne à sucre.

Et, comme on l'a assez reproché, dans les zones rurales, on a préféré les grands domaines transformés en coopératives, et dans la sierra en sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS), à la nuée plus archaïque de petits exploitants, métayers, artisans, paysans isolés. Mais, dans un cas, les « réformes » ont touché les secteurs ouvriers à travers les communes ouvrières, par exemple, et, dans l'autre, les paysans à travers la Réforme agraire.

Quelle fut la portée populaire de ces réformes ? Pour la seule distribution des terres, la revue *Autogestions* indique que quelque 355 000 familles, soit environ 2 millions de personnes sur une population rurale de 5,5 millions ont accédé à la propriété sous différentes formes, mais cette propriété était surtout associative : 1 884 entreprises, soit 578 coopératives de production, parmi lesquelles les douze grands complexes côtiers agro-industriels sucriers, quelque soixante SAIS, 408 communautés paysannes et quelque 798 autres groupes de formation diverse (18). Au Pérou, Carlos Franco a mesuré l'accroissement de la participation populaire (19), et Gerardo Cárdenas l'importance de l'économie sociale, coopératives et entreprises autogestionnaires (20) (tableau III).

TABLEAU III. — ÉVOLUTION DE LA POPULATION COOPÉRATIVE (1942-1981)

| Années | Nombre de membres | Source | PIB (%) | Source |
|---|---|---|---|---|
| 1942 | 1 263 | Min. Agriculture | n.d. | Univ. Pacifique |
| 1945 | 3 794 | Incoop | 11,7 | Univ. Pacifique |
| 1950 | 6 634 | Incoop | 5,1 | Univ. Pacifique |
| 1955 | 8 253 | Incoop | 4,9 | Univ. Pacifique |
| 1960 | 26 030 | Incoop | 9,1 | Univ. Pacifique |
| 1965 | 244 113 | Incoop | 4,9 | Univ. Pacifique |
| 1973 | 1 158 128 | Projection | 5,9 | Univ. Pacifique |
| 1975 | 1 283 912 | Ipec | 3,3 | Univ. Pacifique |
| 1980 | 2 060 744 | INP | 3,8 | Univ. Pacifique |
| 1980 | 1 785 341 | Incoop (recensement) | 3,8 | Univ. Pacifique |
| 1981 | 1 840 863 | Projection | | |

*Source :* Gerardo Cárdenas, *El sector de economia social en el Peru (cooperativas y empresas autogestionarias)*, Cedep, Lima, 1983, p. 103.

(18) « Pérou 1968-1980. Quand les militaires s'en mêlent », *Autogestions*, n° 4, Paris, 1980, p. 400.

(19) C. Franco, *Perú, participación popular*, CEDEP, Lima, 1979.

(20) G. Cárdenas, *El sector de economia rural en el Perú, cooperativas y empresas autogestionarias*, CEDEP, Lima, 1983.

Nous faisons ressortir ici les changements apportés au paysage social par les « réformes », car, dès les transformations du post-vélasquisme, elles auront une incidence sur l'explosion d'un vote de gauche massif. Ce paysage social était modifié par deux types d'organisations de travailleurs. D'un côté, le type autogestionnaire, co-gestionnaire et associatif, comme les « communautés industrielles ». Celles-ci, 3 535 entreprises fondées sur ce régime, réunissaient environ 200 000 ouvriers des secteurs et branches industriels les plus avancés. Pour limitée qu'ait été la redistribution des revenus, l'expérience a profondément marqué les ouvriers. Ces communautés seront organisées dans la CONACI. Le système coopératif s'est également développé au cours de ces années-là et, en 1980, il parviendra à regrouper 1 785 341 travailleurs de diverses catégories. D'un autre côté, des organisations plus classiques, et ayant une appartenance de classe, comme les syndicats ouvriers affiliés à la CGTP, particulièrement liés au Parti communiste péruvien, qui connaîtront, comme le fait remarquer le chercheur nord-américain Martin J. Scurrah, « un accroissement rapide de leurs membres sous le gouvernement du général Juan Velasco Alvarado » (21). Au point que, afin d'équilibrer la centrale communiste qui, vers 1973 dépasse en nombre la CTP apriste, les militaires fondent une centrale indépendante, la CTRP, de faible importance, ainsi que la Corporation nationale du commerce et de l'industrie (CONACI), les SAIS, l'importante Confédération nationale agricole, la CNA, comme autant d'organismes séparés de la CGTP (Confédération générale des travailleurs péruviens).

L'adoption des critères d'une société portée par divers courants, dont certains quasi syndicalistes et libertaires — selon les termes de Scurrah — n'empêcheront pas, cela est manifeste, les affiliations idéologiques et partisanes des dirigeants, dans un premier temps au PCP, et dans un deuxième temps aux diverses dissidences de celui-ci, à l'extrémité de l'éventail politique. Jamais il ne s'est créé plus de syndicats que dans ces années-là, jamais la gauche marxiste n'a connu une croissance plus rapide en leur sein.

Il serait cependant naïf de penser que le régime de Velasco a voulu cet essor des marxistes dans les syndicats ou dans les organismes associatifs, quand bien même il aurait cherché à faire contrepoids au syndicalisme apriste, son principal adversaire. Mais le résultat fut si inattendu et manifeste qu'à maintes reprises les partis de droite accusèrent Velasco de « communiser le pays » (22). En outre, les militaires cherchaient à n'être prisonniers, ni d'une grande centrale ouvrière, ni d'un parti de la gauche marxiste — comme d'une certaine façon, cela s'est produit au Portugal pendant la Révolution des œillets —, multipliant au Pérou les organisations de base populaires, soit qu'ils croyaient à un modèle différent de société mi-étatique, mi-anarcho-syndicaliste, soit que cette tactique leur convenait dans leurs relations complexes, spécialement avec les communistes pro-soviétiques, leurs amis/ennemis.

Quant aux organisations de gauche marxistes, celles de la frange dure située à la gauche du PC, qui nous occupe ici, l'ambiguïté de la situation ne leur échappa pas. Elles ne pouvaient admettre qu'un régime différent d'elles, et

(21) M. Scurrah, *Political participation in the seventies*, S. Sachs and T. Hayes, ed., Cornell University, sous presse.

(22) *El Tiempo*, Lima, mars 1975.

*a fortiori* conduit par des militaires, prenne des initiatives et réalise des réformes profondes, celles-là même qu'elles revendiquaient depuis les années trente, comme l'expropriation des sociétés nord-américaines ou la disparition du latifundium : car, si ces réformes voyaient le jour dans de telles conditions, elles seraient obligées de reconnaître qu'elles n'étaient pas le « moteur de l'histoire ». Ces organisations ne pouvaient nier réellement que ces changements de propriété, dont certains transféraient le pouvoir aux travailleurs, étaient menés à bien. Ainsi un des grands thèmes des débats internes des partis de gauche dans ces années-là, menés avec autant, sinon plus, d'ardeur que ceux concernant l'orientation du pays ou les répercussions du schisme chinois, était, selon Ricardo Letts, la position de ces organisations face au gouvernement militaire. Certaines l'appuyaient, comme le Parti communiste « Unité », le POR et le FLN. D'autres établissaient un rapport d'alliance en même temps que de lutte. D'autres encore considéraient que le gouvernement avait des « revendications démocratiques et nationales, mais subordonnées à sa ligne générale antipopulaire ». Et d'autres s'opposaient à lui en le traitant soit de « réformiste », soit de « fasciste », cette dernière position étant majoritaire. Le tableau IV situe ce débat interne des organisations de gauche péruviennes.

En résumé, l'héritage velasquiste se réduisit pour les équipes entrées au gouvernement avec Morales Bermúdez puis avec Belaúnde Terry à : un accroissement de la dette extérieure, un secteur public hypertrophié, une série d'investissements dans des travaux de développement dont la durée de financement et de construction était très longue et qui durent être réduits ou abandonnés. Pour les groupes marxistes, comme on a pu le voir, l'héritage avait un autre sens. Ils voyaient croître des forces ouvrières et populaires qui n'existaient pas sous « l'ancien régime », c'est-à-dire avant 1968 ; ces forces ne seront pas contrôlées, comme par le passé, par la centrale syndicale apriste, ne sont que peu étroitement liées aux communistes tranquilles d' « Unité » et constituent une force sociale, nouvelle et puissante, qui hérite de la virulence de ces années-là, et au travers de laquelle les groupes de gauche se développent, d'abord syndicalement, ensuite électoralement.

## Le chemin de l'Assemblée constituante (1976-1978)

A la chute de Velasco (29 août 1975), rien n'indique chez ses successeurs une volonté d'appeler à des élections et de restituer le pouvoir aux civils. Au contraire, le régime politique du général Morales Bermúdez se définit comme une « seconde phase », comme une continuité absolue. Cependant, deux ans plus tard, en juillet 1977, ce même général convoque des élections à une Assemblée Constituante. En août de la même année, il rétablit les garanties qui avaient été suspendues. En octobre, le Décret de convocation est publié et les élections sont fixées pour le 4 juin de l'année suivante.

Que s'est-il passé ? Si l'on suit l'analyse de certains spécialistes (23), deux temps apparaissent nettement dans l'administration du général Morales

(23) H. Pease García, *Los caminos del poder, tres años de crisis en la escena política*, DESCO, 1979.

TABLEAU IV. — LES ORGANISATIONS POLITIQUES DE GAUCHE CLASSÉES PAR RICARDO LETTS EN FONCTION DE LEUR POSITION FACE AU GOUVERNEMENT MILITAIRE

| Appui | Alliance et lutte | Opposition | | |
|---|---|---|---|---|
| **Antiimpérialiste et antioligarchique, représentant des intérêts populaires** | **Nationaliste bourgeois et progressiste** | **Aspects de revendication démocratique et nationale subordonnée à une ligne générale antipopulaire** | **Réformiste avec certains aspects acceptables** | **Agent de l'impérialisme et fasciste** |
| PCP U | PST | VR | PCP PR | PCP BR |
| POR T | PQMR | | PCR | PCP SL |
| FLN | PCP ML | | MIR TR | PCP ER |
| | | | VR PM | MIR CE |
| | | | ELN | LC |
| | | | | FIR OCR |
| | | | | CMOP |
| | | | | PSI |

NB. Les qualifications employées par l'auteur de ce tableau correspondent à celles qui étaient en usage au sein de la gauche péruvienne. Elles relèvent de l'entière responsabilité de R. Letts (NDLR).

Bermúdez. Le premier entre août 1975 et juillet 1977. On peut dire que ses caractéristiques sont l'écartement de Velasco du pouvoir, la mise à exécution d'une série de mesures pour ne pas approfondir les réformes entreprises, la renégociation avec les secteurs opposés au régime, en particulier avec les industriels, la gestion de la crise (ministère du civil Barúa), l'épuration de certains cadres militaires et, finalement, le maintien d'un langage « socialiste » équivoque, hérité de la période précédente.

En simplifiant à l'extrême, on pourrait dire que la proposition du gouvernement militaire est plus ou moins celle-ci : « Il n'y aura plus de réformes. Mais nous continuerons à gouverner ».

Les « amis exigeants de la bourgeoisie », indique Henry Pease, demandent quelques gestes. Le démantèlement des réformes commence alors. Mais ce qui peut contenter les secteurs économiques de la bourgeoisie ne satisfait déjà plus ses mandataires politiques. L'exigence de la démocratie, qui facilitera le retour au pouvoir de la classe traditionnellement dominante, se fait plus que jamais intense. C'est alors que Morales Bermúdez ouvre la voie au « dialogue ». Y sont invités les représentants des partis, à l'exception des communistes du PC « Unité », de la Démocratie chrétienne (ils avaient soutenu Velasco) et des groupuscules de gauche.

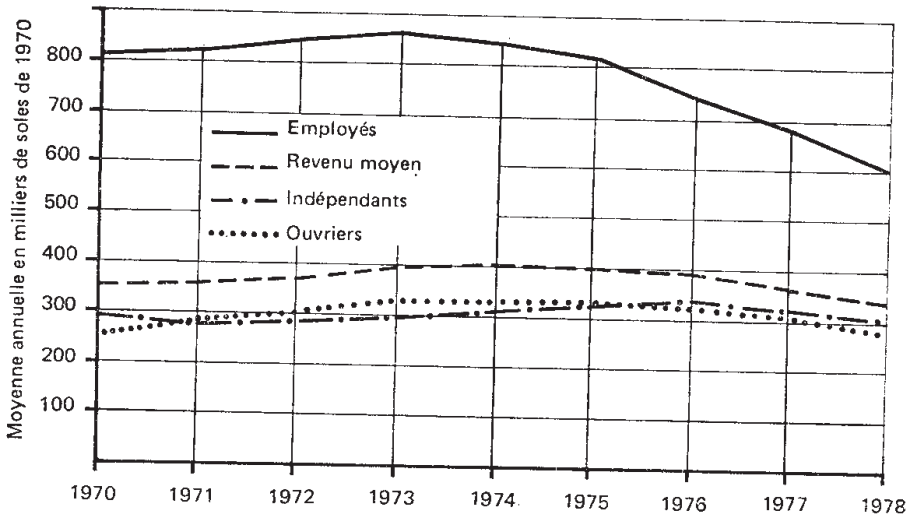
Un événement interviendra cependant dans ce départ négocié des militaires : « les grandes grèves ».

En effet, en 1976, il y a trois grèves importantes, en riposte à la dureté de la crise économique et à la politique de restrictions que les ministres de l'Economie commencent à appliquer sur la demande du Fonds monétaire international. Et en juin et juillet 1977, une série d'actions trouve son apogée dans une « grève nationale » qui aura des répercussions dans tout le pays. La crise se traduisit donc par une protestation syndicale plutôt que politique. Mais sans elle et ce que la gauche appelle « le mouvement populaire », on peut difficilement comprendre que les « fronts » de gauche aient pu occuper un espace politique aussi important un an plus tard.

Certes, la crise frappe depuis 1976. Depuis lors, le débat national prend une tournure économique et tourne autour de l'évolution du panier de la ménagère (voir graphique). Les chiffres donnés par Desco montrent, par exemple, que le revenu réel ne peut suivre le prix des denrées, du ticket de transport, du loyer, du pain et des haricots. L'autre grand sujet de débat est la dette extérieure. A tout cela, la rue répond violemment. De tous ces conflits du travail, ceux qui furent peut-être les plus longs et les plus décisifs furent celui des pêcheurs, d'octobre à décembre 1976, celui des travailleurs municipaux et celui des PTT qui conduisit à une paralysie de l'activité commerciale. La lutte se fait en général autour d'un « cahier de revendications minimum ». L'administration de Morales Bermúdez ripostera en décrétant l'illégalité de ces grèves (décret DS 011 TR) et « l'état d'urgence », de juillet 1976 à juillet 1977.

Une deuxième vague s'étend sur juin et juillet 1977. Elle débute, à Lima, par une grève des banques, suivie par des troubles universitaires. Les manifes-

ÉVOLUTION DU SALAIRE RÉEL 1970-1978




*Source : Informe de la Economía peruana*, Centro de Investigación para la acción, Lima, 1979, p. 56.

tations et la répression s'étendent à divers départements et plusieurs évêques sont amenés à élever des protestations auprès du gouvernement (24).

Trois observations sur cette période que les journaux de droite appellent « les semaines rouges » (25). La première est que dans le mouvement syndical interviennent presque tous les micro-partis de gauche (tableau V), sauf les communistes de « Patrie rouge », qui tendent à isoler du mouvement global la corporation des mineurs qu'ils contrôlent (26). La deuxième est que l'unanimité des slogans est à la fois syndicale et politique. Une lecture attentive de ceux-ci montre que, à côté du thème de « l'augmentation des salaires proportionnellement à la hausse du coût de la vie », de « la défense des travailleurs mis à pied, ou du respect de la stabilité du travail », il s'en trouve d'autres comme « la liberté pour les détenus et expatriés, le respect sans restriction des libertés démocratiques et la non-intervention dans les entreprises paysannes ». C'est-à-dire que le monde ouvrier et syndical fixait des limites aux négociations du gouvernement militaire avec les groupes politiques et économiques de droite. On ne pouvait pas démanteler tout ce qui avait été réalisé quelques années auparavant. La troisième observation est, par conséquent, que ceux qui

(24) H. Pease, *op. cit.*, p. 233.

(25) *Informativo político*, DESCO, nº 58, pp. 43-44.

(26) H. Pease, *op. cit.*, p. 232.

paysan, étudiant et populaire) (30). L'inscription est subordonnée à la remise d'une liste de noms comportant au moins 40 000 signatures et d'une autre liste de 100 candidats. La direction des deux fédérations marxistes satisfait aux nouvelles exigences de l'exercice démocratique en même temps qu'elle poursuit les actions de mobilisation, meetings de masse, grèves de la faim qui se multiplient en ce milieu de l'année 1978.

## L'Assemblée constituante. Résultats généraux

Le 15 juin 1978, les résultats définitifs des élections par listes et par noms furent publiés (tableau VI). Le système de répartition attribuait à chaque parti le nombre de représentants indiqué dans le tableau VII.

TABLEAU VI. — LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DE 1978
(voix obtenues par chaque parti)

| Parti ou « front » | Nombre de voix obtenues | % des votes valides |
|---|---|---|
| PCP | 207 612 | 5,91 |
| PPC | 835 294 | 23,78 |
| PAP | 1 241 174 | 35,34 |
| FNTC | 135 552 | 3,86 |
| ARI | 20 164 | 0,57 |
| PDRP | 19 584 | 0,56 |
| UDP | 160 741 | 4,58 |
| PSR | 232 520 | 6,62 |
| MDP | 68 619 | 1,95 |
| UNO | 74 137 | 2,11 |
| PDC | 83 075 | 2,37 |
| FOCEP | 433 413 | 12,34 |
| **Total votes valides** | **3 511 895** | **99,99** |

Votes blancs : 133 852 — Abstentions : 792 455
Votes nuls : 527 814 — Electeurs : 4 966 016
*Source :* Jurado nacional de Elecciones, résultats officiels 1978.

(30) L'UDP (Unité démocratique populaire) constituée de cinq organisations politiques : Avant-garde révolutionnaire - Le Prolétaire ; le Parti communiste révolutionnaire - Classe ouvrière ; le Mouvement de la gauche révolutionnaire - IVe époque ; le Mouvement de la gauche révolutionnaire - Voix rebelle ; le Mouvement d'action prolétarienne, et des personnalités de gauche. Plus tard y seront intégrés le Parti communiste révolutionnaire - Tranchée rouge ; l'Organisation prolétarienne révolutionnaire ; le Cercle marxiste d'opposition prolétarienne ; le Mouvement de la gauche révolutionnaire - Le Militant ; l'Avant-garde révolutionnaire - Reconstruction ; l'Avant-garde révolutionnaire politico-militaire ; le Front de la gauche révolutionnaire marxiste-léniniste.

Parallèlement à l'UDP se forme un autre regroupement, l'UPDI (Unité populaire de gauche), qui intègre la Gauche populaire, l'Insurrection socialiste ; le Parti d'Avant-garde révolutionnaire - Position prolétarienne ; le Front de la gauche révolutionnaire - Parti ouvrier et paysan ; le Front de la gauche révolutionnaire - IVe Internationale ; la Fédération minière et un groupe indépendant dirigé par Carlos Malpica.

A la mi-janvier 1978, l'UDP et l'UPDI fusionnent. Pour les élections, l'UDP avait pour alliés le Parti communiste majorité, issu d'une récente scission du Parti communiste (Unité), et le Front unique des travailleurs.

Le FOCEP se constitue en janvier 1978, et intègre dans ses rangs un groupe indépendant dirigé par Genaro Ledesma, Laura Caller, Manuel Scorza et d'autres, ainsi que le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) et le Parti socialiste des travailleurs de Hugo Blanco (qui devait plus tard se diviser pour donner naissance au Parti révolutionnaire des travailleurs). Par la suite, le FOCEP intégra le Parti communiste péruvien - Drapeau rouge ; le Front démocratique populaire (FEDEP), et la Confédération des paysans du Pérou de Saturnino Paredes.

TABLEAU VII. — RÉPARTITION DES SIÈGES A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE 1978

| | |
|---|---|
| Parti apriste péruvien (PAP) | 37 |
| Parti populaire chrétien (PPC) | 25 |
| Front ouvrier paysan étudiant et populaire (FOCEP) | 12 |
| Parti socialiste révolutionnaire (PSR) | 6 |
| Parti communiste péruvien (PCP) | 6 |
| Unité démocratique populaire UDP) | 4 |
| Front national des travailleurs et paysans (FNTP) | 4 |
| Parti démocrate chrétien (PDC) | 2 |
| Parti d'union nationale (PUN) | 2 |
| Mouvement démocratique péruvien (MDP) | 2 |
| Total | 100 |

Il n'y a pratiquement rien à ajouter à l'éloquente victoire de Haya de la Torre et de l'APRA, grands proscrits de la vie politique du pays, et la présidence de cette Constituante allait être l'ultime acte public du « vieux lion ». De même pour le vote des partis de droite en faveur de Luis Bedova Reyes du PPC, qui tirait profit de l'absence volontaire de Belaúnde Terry.

Mais la grande surprise résida dans les votes en faveur du FOCEP de Hugo Blanco, mais aussi des groupes de gauche dans leur ensemble.

En effet, si on analyse dans ce scrutin les votes préférentiels, certains aspects sont mis en valeur : le candidat ayant remporté le plus de suffrages est Haya de la Torre : 1 038 516 voix. Puis vient Bedoya Reyes avec 644 361 voix, puis immédiatement après Hugo Blanco avec 286 285. Le premier de la liste du FOCEP obtient plus que le second de la liste de l'Apra, Luis Alberto Sánchez, qui sera élu avec seulement 18 327 voix. Ce résultat n'est pas seulement une conséquence du système de répartition. Genaro Ledesma, du FOCEP, second de liste, obtiendra 76 377 voix. Leonidas Rodríguez, premier du PSR, 169 872, et Jorge del Prado, du Parti communiste « Unité », 150 960 voix.

Ainsi, le total des représentants de la gauche à l'Assemblée Constituante est de 34 si l'on tient compte du FNTC, et de 30 sans ce dernier. C'est dire qu'ils constituent la deuxième force. Le nombre de votes exprimés en faveur des organisations de gauche s'élève à 1 129 077, soit 36,44 % du total des suffrages.

Qu'est-ce qui explique ce vote ? Parmi les causes immédiates, on trouve, d'une part, le type de campagne réalisé par les candidats de ces groupes. En effet, les candidats du PPC, par exemple, mettaient l'accent sur une attaque de front contre la Réforme agraire, exprimant le point de vue le plus radical d'un certain type de patronat. Cependant, cela servit d'une certaine façon les intérêts des militaires, qui espéraient que la future Assemblée Constituante institutionnaliserait les réformes réalisées dictatorialement au cours de la décennie précédente. En général, les partis se désintéressèrent de cette question, et les partis de gauche un peu plus encore que les autres. Le thème

dominant de leur campagne fut l'affrontement avec le gouvernement. La campagne de la gauche, utilisant les espaces que la Loi de convocation lui avait accordés à la radio et à la télévision, mit l'accent sur la « politique de famine » du régime, plus que sur des programmes. Le fait est que le message passa. Et en particulier celui de Hugo Blanco qui, deux jours avant la clôture de la campagne, en arriva, à la télévision, à demander non seulement le départ des militaires, mais aussi la dissolution des forces armées. Le scrutin se déroula dans un climat de tension sociale marqué par des meetings et des marches. Pour la gauche, ces élections furent accompagnées de « déportations, poursuites et arrestations » (31). Personne au Pérou ne s'étonne donc du résultat obtenu.

Parmi les causes indirectes, on doit tenir compte du lien entre les groupes de gauche, pour restreints qu'aient été leurs micro-partis, et le mouvement ouvrier en général. Il y eut une décennie d'« incubation » organisationnelle. Puis, plusieurs hommes de gauche, qui furent élus plus tard à l'Assemblée, ont été engagés comme conseillers par le mouvement ouvrier ; c'est le cas de Carlos Malpica, qui sera élu par l'UDP, et qui fut le conseiller économique du syndicat des pêcheurs, très actif lors des grandes grèves. D'autres ont établi une sorte de clientélisme en province, comme Genaro Ledesma dans le département de Pasco et à Junín, dans le milieu des mineurs et des paysans. Ou encore comme les dirigeants influents du « Fenetraca » (FNTC), les frères Roger et Pedro Cáceres, dans la ville de Juliaca, véritable fief électoral et syndical de cette famille de caciques régionaux, et qui se sont inscrits avec 83 000 signatures au Tribunal national des élections, soit le double du nombre exigé par la loi.

Il faut donc considérer les résultats électoraux de 1978, par rapport à l'évolution de cette gauche, comme la conséquence d'une longue incubation des partis, des syndicats, du mouvement ouvrier, régional et corporatif.

## Les élections générales de 1980

Le scrutin du 18 mai 1980 est l'un des plus importants du Pérou contemporain (tableau VIII). Tout d'abord, pour avoir permis de s'exprimer aux jeunes à partir de 18 ans et aux analphabètes, ce qui a porté le nombre des électeurs à 6 431 621, si l'on inclut les résidents à l'étranger (contre 4 966 016 en 1978). En second lieu, par le nombre élevé de candidatures.

En effet, quinze organisations politiques présentèrent des candidats au niveau présidentiel et au niveau parlementaire. Au total, il y eut 3 032 candidats pour 234 mandats : un président de la République, deux vice-présidents, 60 sénateurs et 180 députés. Chaque parti participant avait un symbole, une formule présidentielle et une présence variable dans les districts électoraux.

(31) H. Pease, *op. cit.*, p. 340.

Comme on le sait, F. Belaúnde Terry fut vainqueur avec 43,6 % des suffrages valablement exprimés. Nous examinerons maintenant l'activité des partis et leur mobilisation électorale.

TABLEAU VIII. — ÉLECTIONS GÉNÉRALES DE 1980 : L'ACTIVITÉ DES PARTIS

| Nom du parti ou « front » | Symbole | Nombre de candidats | Résultats |
|---|---|---|---|
| 1. Action politique socialiste (APS) | le condor | 189 | Aucun siège |
| 2. Action populaire (AP) | le lama | 245 | 28 sénateurs<br>98 députés |
| 3. Front national des travailleurs et paysans (Fenetraca) | le bonnet indien *(chullo)* | 228 | 1 sénateur<br>4 députés |
| 4. Front ouvrier paysan, étudiant et populaire (FOCEP) | l'épi de maïs *(choclo)* | 213 | 1 sénateur |
| 5. Mouvement démocratique péruvien (MDP) | le lama | 205 | Aucun siège |
| 6. Parti du Mouvement populaire d'action et d'intégration sociale (El Pais) | la cloche | 195 | Aucun siège |
| 7. Organisation politique de la révolution péruvienne | le chapeau de Tupac Amaru | 218 | Aucun siège |
| 8. Parti apriste péruvien (PAP) | l'étoile | 234 | 18 sénateurs<br>58 députés |
| 9. Parti populaire chrétien (PPC) | le soleil | 236 | 6 sénateurs<br>9 députés |
| 10. Parti révolutionnaire des travailleurs | le poing | 230 | 2 sénateurs<br>2 députés |
| 11. Parti socialiste du Pérou (PSP) | PS | 143 | Aucun siège |
| 12. Gauche unie (IU) | IU | 239 | 2 sénateurs<br>2 députés |
| 13. Unité démocratique populaire (UDP) | l'arbre | 231 | 2 sénateurs<br>2 députés |
| 14. Union de la gauche révolutionnaire (UNIR) | le flambeau | 237 | 2 sénateurs<br>2 députés |
| 15. Union nationale (UNO) | un numéro 1 | 189 | Aucun siège |

## Les difficultés de l' « unité »

« Aux élections présidentielles et législatives de 1980, pour n'avoir pas su se regrouper, la gauche subit un coup sévère dont profitera Belaúnde », disait C. Collin-Delavaud dans cette même revue (*PAL* n° 63).

En effet, après la performance de 1978, on parle à Lima, pendant un certain temps, de la gauche « comme alternative au pouvoir ». Vers janvier 1980, deux candidatures importantes se profilent : celle de l'IU avec Ledesma, et celle de l'ARI (Alliance révolutionnaire de gauche) avec Hugo Blanco. L'ARI est jusqu'alors composé de l'UDP, du PRT, du FRAS et de l'UNIR.

L'histoire de l'ARI, et son éclatement, illustrent les problèmes unitaires de la gauche. La constitution de la plate-forme présidentielle ne va pas sans difficultés. On ne discute pas Blanco pour la présidence, ni Horacio Zevallos, secrétaire général du syndicat des instituteurs (SUTEP) et dirigeant de l'UNIR pour le poste de premier vice-président. Pour la candidature à celui de deuxième vice-président, on pressent Alfonso Barrantes qui refuse. On met en avant les noms de Carlos Malpica, Victor Cuadros et Edmundo Murrugarra. La composition des listes parlementaires se heurte à certains obstacles. Ceux du bloc marxiste-léniniste, c'est-à-dire l'UDP, l'UNIR et le PC Majorité, réclament 60 %. Blanco proteste car son bloc, appelé « socialiste », aurait alors une représentation très inférieure à ce qu'elle devrait être, selon lui. Enfin, le programme de l'ARI soulève des problèmes. Alors que Hugo Blanco persiste à maintenir une plateforme d'orthodoxie trotskyste, l'UDP en lance une autre, d'inspiration maoïste. Une revue de Lima dit : « Le programme est rempli de généralités. L'ARI de Blanco n'est pas un front, mais une ratatouille hâtive et une bombe à retardement » (32).

A soixante-dix jours des élections, l'ARI se disloque (33). Pour les uns, les coupables sont les « maoïstes de l'UNIR, un front placé sous la domination du PC-Patrie rouge qui, depuis le début, avait lancé une offensive pour changer les objectifs du Front et ne pas avoir à capituler devant les partis liés au patronat ». Pour d'autres, ce sont les trotskystes du PRT qui ont toujours joué à la rupture ». Javier Díez Canseco, représentant des groupes de l'UDP dira, dans l'hebdomadaire *Amauta*, que « les deux pôles, de par leurs positions sectaires et hégémonistes, opposaient leurs intérêts de secte aux intérêts du peuple et à la demande d'unité ». Il ajoute que des émissaires de la IVe Internationale seraient arrivés à Lima pour convaincre Hugo Blanco de ne pas accepter le compromis politique de l'unité (34).

Ainsi la gauche ira aux urnes divisée en plusieurs candidatures et « fronts ».

— *La Gauche unie (IU).* Alliance formée par le Parti communiste péruvien PC-Unité, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), l'Avant-garde républicaine (tendance Ricardo Letts), le Mouvement de la gauche révolutionnaire

(32) *Caretas*, novembre 1979.

(33) *Resumen semanal*, 3e année, n° 60, 1er-7 mars 1980.

(34) *Resumen semanal, op. cit.* Díez Canseco aurait également fait ces déclarations au journal conservateur *La Prensa*.

(MIR) (de Francisco Carpio Jordán), et la Commission ouvrière révolutionnaire (COR) (de José Sotomayor Pérez et Estuardo Coronado). Leur formule présidentielle sera : Leonidas Rodríguez Figueroa pour la présidence, Jorge del Prado et Isidoro Gamarra pour les vice-présidences.

— *Union de la Gauche révolutionnaire* (UNIR) composée du Parti communiste du Pérou-Patrie rouge (de tendance maoïste), de l'Avant-garde révolutionnaire — tendance prolétariat communiste ; du Mouvement de la gauche révolutionnaire MIR-Pérou (de Fernández Gasco) et du Front de libération nationale (FLN) (de Angel Gastro Lavarello). Leur formule présidentielle était : Horacio Zevallos président et Rolando Brena Pantoja et Angel Castro Lavarello vice-présidents.

Pour sa part, Hugo Blanco présentera sa candidature, avec le seul soutien de son parti, le PRT. Et le FOCEP présentera Ledesma à la présidence et Laura Caller et Manuel Scorza comme vice-présidents. L'UDP présentera Carlos Malpica à la présidence, et Edmundo Murrugarra et Cesar Levano comme vice-présidents. Le résultat sera un effondrement électoral (tableau IX).

## L'effondrement et ses causes

La gauche va réunir 680 000 voix ; elle est loin des 1 200 000 de 1978. Cela représente 16,7 % des suffrages au lieu de 36 % lors des élections à la Constituante.

Au Parlement, la gauche obtient 14 représentants sur 180 (FNTC 4, PRT 3, UDP 3, UNIR 2, UI 2), et 10 sénateurs sur 60 (PRT 2, UI 2, UNIR 2, UDP 2, FNTC 1, FOCEP 1).

Les observateurs politiques tirent diverses conclusions :

— le vote des analphabètes n'a pas favorisé les candidats de la gauche. De plus, sur 800 000 recensés, seuls 400 000 auraient voté ;

— il y a eu une énorme quantité de votes non valables et donc de voix perdues (37 %) ;

— la présence de Fernando Belaúnde Terry, plébiscité dans ces élections présidentielles et parlementaires, est pour quelque chose dans la perte des voix de gauche. C'est la théorie du « vote gâché », à savoir, que la base des partis de gauche a préféré voter pour quelqu'un qui pouvait gagner plutôt que de respecter son vote de parti. Mais ce n'est pas seulement la gauche qui a souffert de la capacité de Belaúnde à réunir les voix autour de sa personne en 1980. On remarque, en effet, que le PPC de Bedoya Reyes obtint également moitié moins de voix qu'en 1978 ;

— le vote de gauche aurait été un vote contre la candidature populiste de Armando Villanueva de l'Apra ;

— les discussions entre les diverses organisations de gauche pour les postes parlementaires, les « volontés électoralistes » l'auraient dépréciée aux yeux de l'opinion publique ;

TABLEAU IX. — RÉSULTATS COMPARÉS DE 1978 ET 1980 ET EXPLICATION DES ALLIANCES ENTRE LES PARTIS DE GAUCHE

| Partis | 1978 | | 1980 | |
|---|---|---|---|---|
| | Chiffres | % | Chiffres | % |
| AP | | | 1 870 864 | 45,4 |
| APRA | 1 241 174 | 35,3 | 1 129 991 | 27,4 |
| PPC | 835 294 | 23,8 | 394 592 | 9,6 |
| FOCEP (1) | 433 413 | 12,3 | 60 853 | 1,5 |
| PSR (2) | 232 520 | 6,6 | | |
| PCP (3) | 207 612 | 5,9 | | |
| IU (4) | | | 116 890 | 2,8 |
| UNIR (5) | | | 134 321 | 3,3 |
| PRT (6) | | | 160 713 | 3,9 |
| DC (7) | 83 075 | 2,4 | | |
| FNTC (8) | 135 552 | 3,9 | 81 647 | 2,0 |
| UDP (9) | 167 741 | 4,6 | 98 452 | 2,4 |
| UNO | 74 137 | 2,1 | 18 170 | 0,4 |
| OPRP (10) | | | 17 737 | 0,6 |
| PSP (11) | | | 8 714 | 0,2 |
| MDP | 68 619 | 1,9 | 9 875 | 0,3 |
| PAIS | | | 9 350 | 0,2 |
| ARI (12) | 20 164 | 0,57 | | |
| PDR | 19 594 | 0,55 | | |
| Total votes valides | 3 511 895 | | 4 064 674 | |
| Total électeurs | 4 966 016 | | 6 431 621 | |
| Total bulletins nuls | 1 454 121 | 29,28 | 2 366 947 | 37,5 |

(1) Le FOCEP présente Hugo Blanco en 1978, Genaro Ledesma en 1980.
(2) Le PSR présente Leonidas Rodriguez en 1978. Au sein de la IU en 1980 avec le PCP, il présente à nouveau L. Rodriguez.
(3) Le PCP fait partie de la IU en 1980.
(4) La IU n'existe pas en 1978. Elle réunit en 1980 PCP + PSR.
(5) Le « front » UNIR présente en 1980 Horacio Zevallos.
(6) En 1978, le PRT est à l'intérieur du FOCEP. En 1980, il se présente seul, avec Hugo Blanco.
(7) La DC qui présente Hector Cornejo Chavez en 1978 ne se représente pas en 1980.
(8) Le FNTC se présente seul en 1978 et en 1980.
(9) L'UDP se présente seule en 1978 et en 1980, et au sein de la IU en 1983.
(10) L'OPRP apparaît aux présidentielles de 1980 avec Javier Tantalean.
(11) Devient en 1980 l'APS qui présente Gustavo Mohme.
(12) L'ARI ne se représente plus après 1978.

— le prestige de Hugo Blanco fut entamé à l'Assemblée Constituante, car il apparaissait comme un parlementaire peu expérimenté ;

— le ton de la campagne, qui s'accompagnait d'une violence verbale identique à celle de la fois précédente, eut une incidence sur les votes. Il aurait fallu présenter des plateformes programmatiques plus sereines (35).

## Les municipalités de 1980 et 1983 La progression de l'IU

Comme on le verra, les municipales de 1980 ne firent que confirmer l'implantation de l'AP. Mais on peut noter une remontée de la gauche ; et, tant en 1980 qu'en 1983, l'IU apparaît, devant les faiblesses de l'Apra, ou de l'AP comme la deuxième force (tableau X).

TABLEAU X. — LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1980 ET 1983.
COMPARAISON DES POURCENTAGES OBTENUS PAR LES PARTIS EN PRÉSENCE

| | Action populaire | APRA | Gauche unie | PPC | Autres |
|---|---|---|---|---|---|
| 1980 | 35,9 | 22,7 | 23,3 | 11,0 | 7,1 |
| 1983 | 17,44 | 33,13 | 28,90 | 13,89 | 6,62 |

*Source :* Jurado Nacional de Elecciones, Lima.

Les municipales de 1983 méritent un commentaire plus ample. Pour trois raisons. La première est l'effondrement des partis du gouvernement (AP et PPC), qui avait obtenu aux présidentielles et aux parlementaires un total de 55 % des voix et qui, cette fois, ne recueillent même pas le tiers des suffrages. En votes absolus, les 687 254 voix de l'AP en 1983 sont loin des 1 773 287 voix de 1980 (la perte est de 72 %).

La deuxième est le relèvement de l'Apra. En effet, à la mort de son fondateur, rajeunie par une nouvelle direction, l'Apra, qui est le plus vieux parti du système politique péruvien, est passée par une double épreuve du feu : survivre à son fondateur, Haya de la Torre, épreuve que surmontent rarement les partis de type personnaliste en Amérique latine, et, par ailleurs, affronter les scissions, ruptures et discordes propres aux débats de succession. La personnalité de Alán García, confirmé dans les fonctions de Secrétaire général après le 14e Congrès national qui se tint en 1982, a mis un point final aux

(35) *Resumen semanal*, « La danza de los datos », 3e année, nº 71, 17-23 mai 1980.

luttes entre les dirigeants. C'est un homme de 33 ans qui occupe cette fonction, après avoir été élu par la majorité des délégués, et, par la suite, confirmé comme candidat aux présidentielles de 1985, il a remporté la victoire aux élections internes avec 95 % des voix. Aux municipales de 1983, l'aprisme gagna dans seize départements, mais perdit dans la capitale.

Nous en arrivons au cas très important de Lima, et à celui de la stabilité de l'IU sous la direction de son leader Alfonso Barrantes qui, se réclamant d'une position mariatéguiste indépendante, parvient à un équilibre, toujours précaire, entre les sept partis qui composent la « Gauche unie » (IU).

Lima est, en effet, une ville de plus de quatre millions d'habitants, avec une série de problèmes critiques dans les domaines des transports, du commerce, des services. Les immenses zones populaires, où les taudis et bidonvilles (*pueblos jóvenes*) ont envahi des terrains désertiques et des collines toujours plus éloignés du centre de la ville, ravitaillés en eau potable par des camions-citernes, et où l'autodéveloppement et l'autoconstruction de l'habitat (construction des maisons par les occupants eux-mêmes) ont atteint leurs limites puisqu'il n'y a plus de terrain à occuper et à envahir, constituent un véritable embrouillaminis pour celui qui s'occupe de cette capitale immense et désarticulée.

C'est le cas, depuis janvier 1984, d'un maire marxiste-léniniste, à la tête de la municipalité de Lima, Alfonso Barrantes Lingán. Un cas insolite dans l'histoire politique de démocraties fragiles comme celle que nous décrivons, installées dans des sociétés turbulentes et dans un contexte de grande pénurie (tableau XI).

Le slogan « Barrantes Maire » a au moins deux lectures contradictoires. Il représente, d'un côté, une confirmation électorale importante, avec ses 600 000 voix, 21 des 39 membres du Conseil provincial, et la majorité pour l'IU dans les Conseils de districts ; mais aussi une forme évidente de *légitimation* de la IU, de Barrantes et, d'une façon plus générale, des tendances marxistes qui, comme le dira le nouveau maire en prenant ses fonctions, « s'engagent à respecter les normes constitutionnelles et démocratiques » (36). C'est la première fois dans l'histoire politique du Pérou qu'un homme de conviction marxiste et qui dirige une fédération de partis d'extrême-gauche, reçoit un pouvoir légal de cette importance. Mais, d'un autre côté, les problèmes de Lima sont tels que la gestion de Barrantes risque de le desservir, s'il envisage de se présenter aux présidentielles de 1985, à moins qu'il ne trouve des solutions quasi magiques. Lima est une ville avec des problèmes gigantesques de ramassage des ordures, de marchands ambulants, de délinquance et d'enfance déshéritée. De plus, la IU prend en charge la municipalité dans une période de profonde crise économique et financière. Au cours des derniers mois, les problèmes de Barrantes ont été causés, moins par les discussions au sein de la IU que par la redistribution des places aux vendeurs ambulants, les grèves des employés municipaux qui demandent des augmentations, et les démarches en vue d'obtenir des prêts de la banque mondiale ou internationale (37).

---

(36) *Resumen semanal*, 30 décembre 1983 - 5 janvier 1984, n° 248.

(37) *Resumen semanal*, op. cit.

TABLEAU XI. — LES DISTRICTS DE LIMA ET LEURS NOUVEAUX MAIRES

| | | |
|---|---|---|
| 1. Ate, Vitarte | Franklin Acosta del Pozo | (IU) |
| 2. Breña | Rodolfo Galván | (PAP) |
| 3. Comas | Arnulfo Medina | (IU) |
| 4. Chaclacayo | Orlando Alzamora | (IU) |
| 5. Chorrillos | Pablo Gutiérrez | (Independiente) |
| 6. Chosica | Julio Roca | (IU) |
| 7. Independencia | Esther Moreno | (IU) |
| 8. Jesús Maria | Miguel Fort Magot | (PPC) |
| 9. La Molina | Rafael López | (PPC) |
| 10. La Victoria | Alejandro Bazán | (IU) |
| 11. Lince | Carlos Sagal | (PPC) |
| 12. Magdalena del Mar | Ricardo Flores | (PPC) |
| 13. Miraflores | Luis Bedoya de Vivanco | (PPC) |
| 14. Pueblo Libre | Luis Roselló | (PPC) |
| 15. Rímac | Juan Villanueva Flores | (IU) |
| 16. San Borja | Hugo Sánchez Solari | (PPC) |
| 17. San Isidro | Francisco Benavente | (PPC) |
| 18. San Juan de Lurigancho | Oscar Venegas | (IU) |
| 19. San Juan de Miraflores | Adolfo Ocampo | (IU) |
| 20. San Luis | Julio Castro | (IU) |
| 21. San Martin de Porres | José Miranda V. | (IU) |
| 22. San Miguel | Rómulo Ponce | (PAP) |
| 23. Santiago de Surco | Jaime Payet Martínez | (PPC) |
| 24. Santa Rosa | Edith Norris | (AP) |
| 25. Santa Maria del Mar | Mercedes Flores | (Independiente) |
| 26. Surquillo | Wilfredo Alvarez | (IU) |
| 27. Villa El Salvador | Miguel Ascueta | (IU) |
| 28. Villa Maria del Triunfo | Washington Ipinza | (IU) |
| 29. Puente Piedra | Fausto Dolorier | (PAP) |
| 30. Punta Negra | Antonio D'Onofrio | (Independiente) |
| 31. Pucusana | Octavio Carrillo | (PAP) |
| 32. Lurin | Guadulfo Silva | (PAP) |
| 33. Cieneguilla | Fanny Seoane | (PAP) |
| 34. Carabayllo | Ignacio Távara | (IU) |
| 35. El Agustino | Jorge Quintanilla | (IU) |

36. Les maires d'Ancón et de Barranco n'ont pas prêté serment, car le Jurado nacional de Elecciones n'a pas encore jugé la plainte portée par le PPC et l'Apra contre la IU (*La Prensa*, 1er janvier 1984).

*Source : Resumen semanal*, 7e année, n° 248, 30 décembre 1983 / 5 janvier 1984, p. 3.

# Les groupes de gauche marxistes vus de l'intérieur

Nous avons évoqué précédemment la position qu'occupent les organisations de la gauche marxiste dans le système des forces politiques au Pérou, leurs relations avec le mouvement ouvrier, caractérisées par une influence réciproque, et leur présence au sein des institutions nationales et locales.

Il reste cependant une grande zone d'incertitude. Que sont en réalité ces organisations et comment les définir dans leur singularité ? C'est une question que nous ne pouvons élucider totalement, comme nous l'avons laissé entendre dans l'introduction de ce travail, de par la nature encore conspiratrice et semi-publique de la plupart de ces partis fermés. Mais leurs querelles internes, leurs publications, leur comportement, ainsi que l'évolution que l'environnement social leur impose et qui les conduit à une attitude de partis de plus en plus « ouverts », malgré leur tendance conspiratrice d'origine liée à la tradition léniniste, nous laissent entrevoir certaines choses comme par des interstices.

Par ailleurs, nous décrivons là une phase plutôt rapide, et un peu spectaculaire, de leur évolution, alors que les formations d'extrême-gauche sont implantées depuis longtemps. En 1969, dans *Tableau des partis politiques en Amérique latine* publié par la Fondation des Sciences politiques de Paris, nous décrivions les cinq formations d'alors et nous signalions les causes sociales qui leur permettraient sans doute de proliférer (38). Ce tableau qui comporte un Parti communiste né en 1928, un Front de libération nationale qui s'exprimait dans l'arène électorale, le MIR guérillero — la première scission maoïste — et deux groupes trotskystes, s'avérait réduit, comparé avec celui que nous pouvons dresser actuellement. Les vingt organisations de Letts, les trente-quatre de Rojas sont non seulement plus nombreuses mais aussi plus importantes.

C'est peut-être pour cette raison que nous devons suivre le processus de leur dispersion, puis étudier leur composition sociale et enfin leur organisation

(38) « De 1928 à 1956, la seule organisation d'extrême-gauche bien implantée au Pérou (exception faite des « phases » révolutionnaires du PAP) fut le Parti communiste. Par contre, depuis quelques années, les formations de gauche prolifèrent. L'analyse des causes de cette multiplication n'entre pas dans le cadre de cette étude, mais il faut cependant noter rapidement quelques causes externes : le processus de déstalinisation et ses fortes répercussions idéologiques, l'influence de la révolution chinoise et de la révolution cubaine, ainsi que quelques causes internes : l'apparition de partis de la classe moyenne et de la bourgeoisie progressiste (tels l'A.P. et la Démocratie chrétienne) intéressés à un développement social immédiat, l'apparition d'un mouvement des masses paysannes et ouvrières, la radicalisation de la petite bourgeoisie (universitaires et intellectuels), l'apparition d'une petite, mais sûre, clientèle électorale d'extrême-gauche. Il convient d'y ajouter quelques facteurs sociaux comme la crise de la grande propriété dans les Andes, les migrations constantes, l'augmentation du secteur ouvrier (métallurgie, mines, pêche). Sur ce fond social et politique, quelques secteurs minoritaires ont acquis une conscience révolutionnaire et des « praxis » différentes. »

et leurs activités, leur rôle dans la vie nationale. Nous pourrons alors examiner l'ensemble des interactions qui se sont tissées entre les formations de gauche et une société comme la société péruvienne qui, au cours des vingt dernières années, a vu croître sa population alphabétisée, urbaine, jeune, en chômage mais en âge de voter (tableau XII). Interaction qui conduit à la prévision de divers scénarios.

TABLEAU XII. — ESQUISSE D'UN TABLEAU HISTORIQUE SUR LA MODERNITÉ PÉRUVIENNE : LE PAYS *CHOLO* *

(alphabétisation, urbanisation, croissance démographique et malaise social)

| | **1960** | **1980** |
|---|---|---|
| Population totale | 10 400 000 (1) | 17 723 000 (2) |
| Population alphabétisée | 51 % (1) | 79,7 % (2) |
| Population urbaine | 50 % (1) | 69,1 % (2) |
| Population jeune (< 20 ans) | 51,6 (1) | |
| Nombre d'électeurs (votes valides et nuls) | 1962<br>1 692 744<br>(17 %) (3) | 1983<br>7 546 221<br>(44 %) |
| Chômage (caché et déclaré) | | Chômage 7,2<br>+<br>sous-emploi 42,9<br>Total 50,1 %<br>= (3 107 700) (4) |
| Vote de la gauche (toutes formations confondues) | 1962<br>5,45 % (3) | 1983<br>28,90 % (4) |

* *cholo* : métis.

*Sources :*

(1) Olivier Dollfus, *Le Pérou*, Que sais-je ?, PUF, 1re édition, Paris, 1967, p. 98.

(2) *L'Etat du monde*, 1981, François Maspero, Paris, 1981, p. 294.

(3) Hugo Neira, Pérou, *Tableau des partis politiques en Amérique du Sud*, Fondation nationale des Sciences politiques, A. Colin, Paris, 1969 (p. 273-317).

(4) DESCO, *Resumen Semanal*, Lima, 1980 et 1983.

## Le système de la dispersion

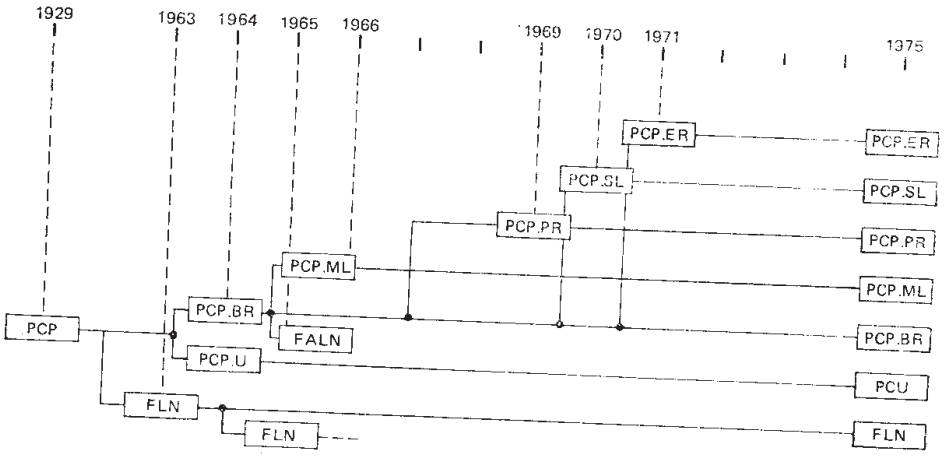
Dans les milieux intellectuels et politiques péruviens, on dit : « Tout groupe de gauche peut être divisé en deux ». L'ironie liménienne, est, cette fois, en-deçà de la réalité. Ces dernières années, le Parti communiste a connu sept divisions, le groupe Avant-garde révolutionnaire six et le MIR ou les castristes, au moins trois.

Le système de la dispersion fonctionne à partir de « troncs de base » d'où partent les subdivisions. Il y a donc plusieurs partis communistes. Et Sentier lumineux, qui est un cas à part dans ce système de partis, s'appelle, « Parti communiste péruvien — SL ». La règle s'étend aux trotskystes qui, eux, forment une nébuleuse de sept organisations.

Nous pouvons suivre deux cas de fractionnement, choisis parce qu'ils expriment, pour le premier cas, le souci du « développement d'une ligne de masses », et pour le deuxième, une volonté « guérilléristе ». Il s'agit des scissions du PCP et du MIR.

Qu'est-ce qui divise les communistes ? Qu'est-ce qui divise les groupes de gauche ? L'histoire de ces déchirement internes, de cette orthodoxie qui se combat elle-même reste à écrire. Mais, cependant, nous pouvons avancer quelques observations élémentaires. Tout d'abord, nous voyons une grande stabilité des communistes péruviens entre 1928 et 1963. Le premier détachement, celui du FLN, n'a presque pas lieu d'être considéré comme tel ; c'est plutôt un bras électoral et légal. La grande division, comme pour d'autres partis communistes, survient en 1964, lors de la IVe Conférence nationale, et elle est la conséquence du schisme sino-soviétique. Les premiers maoïstes péruviens, derrière l'avocat Saturino Paredes, entraînent avec eux la « Jeunesse communiste », divers comités de Lima, des syndicats de mineurs du centre andin du pays, sans toutefois parvenir à déloger la vieille garde de l'appareil du parti (tableau XIII).

TABLEAU XIII. — SCHÉMA DES SCISSIONS SUCCESSIVES DU PARTI COMMUNISTE DU PÉROU




*Source :* Letts, *op. cit.*

Les autres divisions, à l'exception du FALN qui est un groupe guérillero (voir le cas d'Hector Béjar), sont celles des maoïstes entre eux.

Ainsi, tandis que les pro-soviétiques gardent leur hebdomadaire *Unité* et le contrôle de la CGTP, les maoïstes publient irrégulièrement « Drapeau rouge » ; ils s'identifient plutôt à la ligne albanaise et parviennent à pénétrer dans certaines bases de la CGTP. Quelque temps après, ils donnent naissance à un nouveau groupe « Patrie rouge », plus lié à la ligne du Parti communiste de Chine populaire (lors de la Révolution culturelle) et ayant une certaine influence sur les ouvriers de la Fédération Centromín (mineurs), sur les professeurs (SUTEP) et sur les étudiants (Fédération des étudiants du Pérou). Mais le processus de scission ne s'arrête pas là. Au IIe plenum du Comité central du PCP « Drapeau rouge » de juillet 1970, trois militants sont expulsés pour avoir suivi une « ligne opportuniste, liquidationniste de gauche ». Ils sont accusés de subjectivisme et de superficialité dans leur analyse de la situation nationale, de sectarisme, d'employer un style et des méthodes bureaucratiques, d'isoler les masses et de pratiquer un académisme petit-bourgeois.

L'argumentation manquerait d'intérêt et, en marge de la « langue de bois », elle paraîtrait exprimer une des interminables discussions sectaires et dogmatiques de l'un ou l'autre groupe, si l'un des exclus n'était Abimael Guzman, qui, replié à l'Université de Ayacucho, reconstruira son propre parti, à partir du comité régional et des étudiants du Front étudiant révolutionnaire (FER), et c'est justement là que se situent les origines de « Sentier lumineux ».

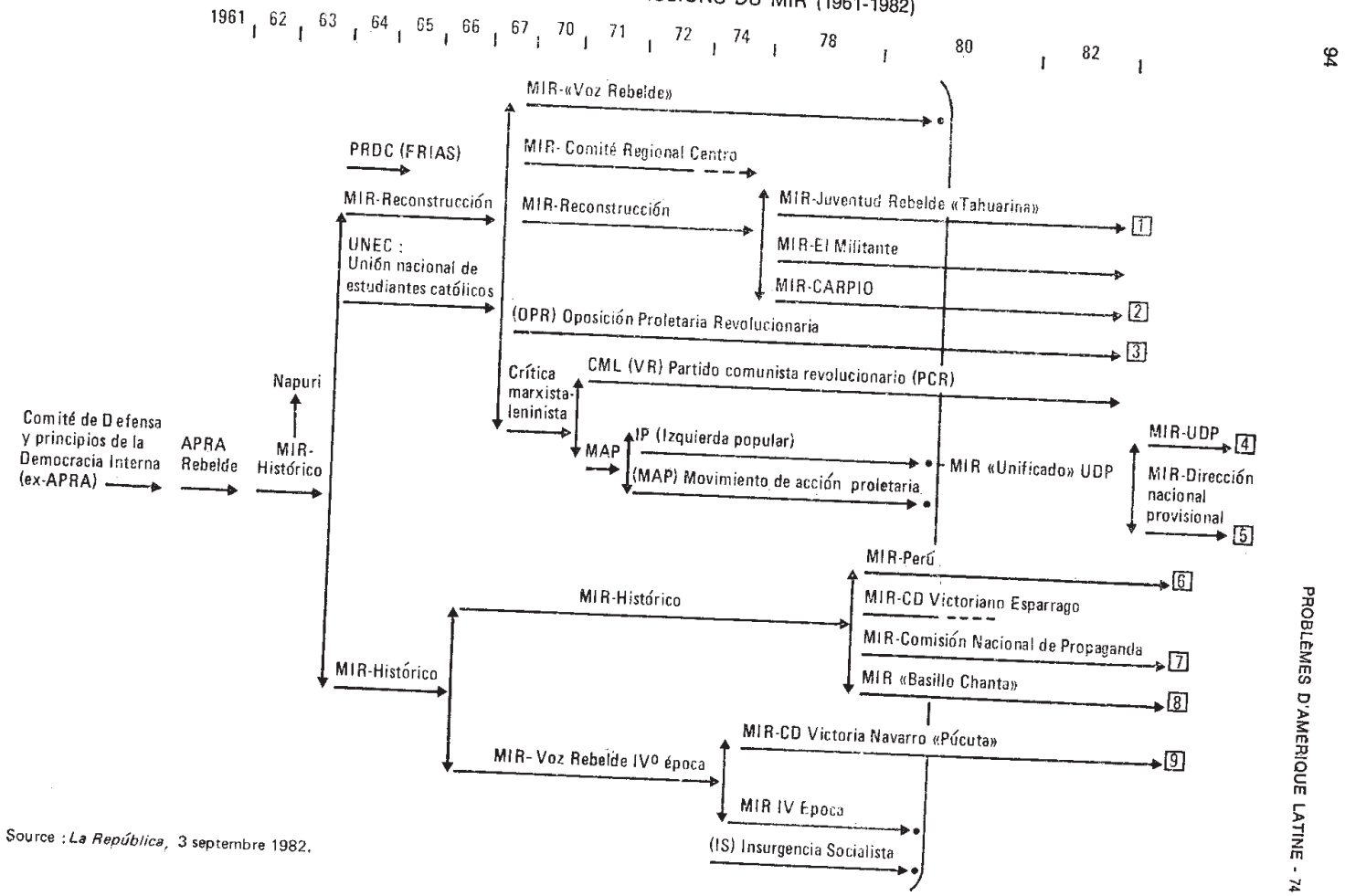
Enfin, le solide parti pro-soviétique n'échappe pas non plus à la scission et, en 1977-1978, le groupe appelé « Majorité », très actif dans l'UDP, quitte le parti. Tous ne partent pas définitivement : en 1976, les dissidents du parti marxiste-léniniste revinrent au bercail d' « Unité ».

Les scissions du MIR, organisation originellement fondée par Luis de la Puente Uceda en 1961, sont encore moins évidentes. Les divers partis communistes luttent au moins pour des bases ouvrières, des journaux, et des contacts internationaux ; mais les miristes ? La guérilla de 1965, et son échec, ont détruit physiquement beaucoup de cadres dirigeants (Juan Pablo Chang mourut en Bolivie auprès du Che), d'autres se sont éloignés et d'autres encore ont entrepris une série de divisions parce qu'ils n'étaient pas d'accord sur la nature de la « base » sociale sur laquelle s'appuyer pour mener une éventuelle lutte armée.

Ainsi, le MIR-CE publiait le journal *MIR,* organe de Voix Rebelle 4e étape, et avait une certaine influence sur la CCP (Confédération paysanne) et des bases à Cuzco, dans le Piura et en Ayacucho. Un autre groupe, le MIR-VR, publiant *Voix Rebelle,* était appelé, selon Letts, le MIR du Nord, et avait des bases à Chimbote, Trujillo et Chiclayo. Il existe un troisième groupe, qui publie *Le Militant,* dont la ligne est très proche de la ligne cubaine. Un autre encore publie *Le Socialiste,* et possède une influence sur certaines bases ouvrières et étudiantes de la ville d'Arequipa. Il y a enfin, un « Cercle marxiste d'opposition révolutionnaire », un « Front unitaire du travail » qui édite *Travail* et une Gauche populaire qui est influente sur l'énorme *pueblo jóven* de Villa El Salvador.

Mais tous ces différents MIR font partie du « Front » électoral et politique de l'UDP (tableau XIV).

TABLEAU XIV. — LES SCISSIONS DU MIR (1961-1982)




Source : *La República*, 3 septembre 1982.

Nous pourrions retracer d'autres itinéraires semblables (notamment pour Avant-garde révolutionnaire), mais ce travail ne prétend pas être exhaustif. Il est plus important, en revanche, de signaler ce qu'il y a de commun dans le processus de division :

— l'incidence des débats du marxisme international, comme la scission sino-soviétique de 1964 ;

— le besoin, après chaque division, de fonder une revue théorique ou un journal régulier pour jeter les fondements d'un parti et pour polémiquer avec les autres groupes ;

— le rétablissement d'organismes hiérarchisés, avec une nouvelle direction centrale ;

— la pénétration d'une base prolétarienne, dont ils chercheront à exprimer les intérêts et qui n'est pas nécessairement ouvrière ; elle peut également être une base paysanne ou composée d'étudiants, d'enseignants, ou même être une organisation de locataires d'un *pueblo jóven* ou d'un quartier.

C'est-à-dire qu'aucun de ces groupes n'a innové dans le domaine de l'organisation politique en proposant un type original d'articulation de la base avec la direction (ce que fit, en revanche, l'aprisme dans les années trente, et, dans une certaine mesure, « Sentier lumineux » dans la lutte actuelle). En d'autres termes, on reproduit toujours le même type de parti, centraliste, semi-clandestin, le plus monolithique possible, élitaire et d'avant-garde, sur le schéma du parti des « révolutionnaires professionnels » de Lénine, sans apporter de variantes notables.

## De la théorie à la pratique. Le cas du SUTEP

Le débat entre les groupes de gauche a été trop riche pour qu'on l'ignore. Ces groupes ont l'habitude des déclarations publiques — un flot de communiqués et de journaux le prouve — dans lesquelles on peut trouver, dans chaque cas, ce qui constitue « la ligne politique » : devant les événements politiques majeurs, ils prennent position sur la caractérisation du gouvernement (bourgeoisie nationale ou non), l'intensification de la lutte populaire, la nécessité ou l'inopportunité d'une quelconque alliance. Cela correspond à l'idée, léniniste également, de « profiter au maximum de la légalité bourgeoise ». Dans cette littérature de propagande et de définition théorique, il y a sans aucun doute la chronique d'un temps et de certains problèmes. Mais la majeure partie de cette production n'échappe pas à son « péché originel », à savoir son esprit de parti ; car ces publications, qui sont conçues tout particulièrement pour trouver l'unité idéologique interne d'une science prolétarienne que personne dans le parti ne met en doute, ne font que fournir une version péruvienne du « diamat » international. D'autre part, ce sont des textes qui n'expriment pas fidèlement la richesse de l'expérience syndicale et pratique de ces formations. Ce n'est pas la première fois que cela se passe. Certains sinologues, comme Etiemble, ont remarqué que les expériences originales faites en Chine populaire passent mal dans la version officielle. La langue de bois n'exprime pas la dialectique réelle

de l'organisation politique, ni l'histoire vivante. « Ne prenons pas les hommes pour ce qu'ils disent être, mais pour ce qu'ils sont réellement » (Karl Marx).

Ainsi, pour illustrer le rôle de ces formations dans le cadre de l'évolution de la vie nationale, leurs liens avec les mouvements syndicaux et populaires, nous nous proposons de présenter un cas significatif : celui des rapports entre le Parti communiste péruvien « Patrie rouge » et le puissant syndicat des professeurs et personnels éducatifs SUTEP (Syndicat uni des travailleurs de l'Education péruvienne).

Les motifs de ce choix sont nombreux. D'abord, le PCP-PR est considéré, avec Avant-Garde révolutionnaire et le PCP-Unité, comme un des groupes de gauche qui ont réussi à s'intégrer à une organisation syndicale de plus de 100 000 adhérents. Nous pourrions également suivre l'évolution de VR (Avant-garde révolutionnaire) en milieu paysan (dans la province d'Andahuailas ou bien dans le Piura), mais là, nous manquons d'informations, et plus, le rapport privilégié établi entre maoïstes et enseignants révèle mieux que tout autre cas les bases sociales de beaucoup de groupes de gauche, à savoir une « intelligentsia » (39) mécontente, mal payée et mal traitée mais capable de se radicaliser et de s'organiser.

L'activité du SUTEP n'est pas passée inaperçue. Ses manifestations, les arrêts de travail fréquents dans les centres d'enseignement, la mutation de ses dirigeants lui valurent de nombreuses fois, entre 1971 et 1978, la première page des journaux. Ses divers congrès, son habileté, ainsi que la propagande et la pression exercée autour de ses « cahiers de revendications » firent se rallier à lui non seulement des professeurs, mais aussi des personnels de service du secteur éducatif qu'ils associèrent à leurs revendications. Parfois, l'affrontement avec le pouvoir fut tellement intense que le président Velasco en arriva même à dire : « Ou le SUTEP tombe, ou c'est le gouvernement qui tombe ». Mais en 1978, le SUTEP était toujours en place, mais plus le général, pour vivre la « grève des enseignants la plus prolongée de l'histoire » ainsi que la qualifie un ouvrage collectif du DESCO de Lima (40).

Or, dans cette analyse trois aspects sautent aux yeux : comment le syndicalisme traditionnel des maîtres devient un syndicalisme dur ; comment la direction du syndicat composée de « maoïstes » évince d'autres groupes de gauche ; et comment, en définitive, après un mouvement de grande ampleur, le SUTEP décline pour arriver à la modeste place qu'il occupe aujourd'hui.

En effet, c'est de 1885 que date le premier regroupement corporatif des enseignants. Entre 1930 et 1956, comme d'ailleurs pour l'ensemble du mouvement ouvrier, se situe la période d'influence de l'aprisme. De 1956 à 1971, le

(39) Qui est une notion plus large et plus adéquate que celle de « petite bourgeoisie », qui a une connotation péjorative. Nous n'étudions pas ici le rôle de cette « intelligentsia » radicalisée, néanmoins son influence est au moins aussi importante que celle des formations que nous analysons, et ces influences sont parfois étroitement liées.

(40) C. Pezo del Pino, E. Ballón, L. Peirano, *El magisterio y sus luchas, 1885-1978*, DESCO, Lima, 1978.

## L'ascension de nouveaux leaders. Qui est dans la gauche.

Le processus de reconnaissance politique des groupes de gauche que nous décrivons serait incomplet si nous ne prenions pas en considération leurs personnalités politiques. D'une part, parce qu'il ne peut pas y avoir de mobilisation sociale d'une grande combativité sans que ses leaders ne se fassent connaître, et c'est le cas d'Horacio Zevallos du SUTEP, ou celui de Carlos Malpica de l'UDP, lié au syndicat des pêcheurs. Le cas aussi de Genaro Ledesma, conseiller des paysans et des mineurs. Le cas désormais classique d'Hugo Blanco et de ses paysans métayers de la Vallée de la Convention de Cuzco. Celui enfin de frères Cáceres, à Puno et à Juliaca. D'autre part parce que le personnalisme constitue une tradition forte au Pérou. Dans la « culture politique, comptent pour beaucoup le dirigisme, les liens personnels. Le retour aux institutions démocratiques et à l'exercice du pouvoir par des civils, qui a permis aux organisations de gauche de jouir de la légitimité, s'est effectué dans un climat toujours incertain, marqué par des problèmes d'ordre public et une répression sélective. Une certaine « aura » de danger accompagne la célébrité toute nouvelle de beaucoup de ces leaders.

La Constituante de 1978 faisait connaître quelques jeunes personnalités. Javier Díez Canseco, qui reçut en exil la nouvelle de son élection (24 809 suffrages, 15,43 % des voix de l'UDP), surprendra vite par une éloquence incisive, la clarté de sa démarche en tant que député, une ardeur puritaine et jacobine. Il avait été précédemment Président de la Fédération des étudiants de l'Université catholique, lié à Avant-garde révolutionnaire, s'était occupé des problèmes paysans en Ayacucho et en Apurimac, et avait été éditeur de *Amauta*. Autre parlementaire élu pour la IU et qui prendra de l'importance dans les délibérations de l'Assemblée : Enrique Bernales, dont les interventions précises laissent deviner le professeur de sciences sociales. Autres parlementaires que le pays commence à connaître (les débats sont transmis en direct par la télévision) : Rolando Breña, un homme qui va droit au but ; le trotskyste Ricardo Napuri, à l'éloquence âpre et forte de leader syndical ; Carlos Malpica, très informé, Genaro Ledesma, du FOCEP, en symbiose avec le milieu des mineurs, Jorge del Prado, ancien militant expérimenté qui, dans les manifestations et même les grèves de la faim, tient en dépit de son âge, son rôle de dirigeant historique du PCP-Unité.

Parfois, les figures politiques de la gauche acquièrent une sorte d'autonomie, c'est-à-dire que leur prestige les sauve du danger de fractionnement des formations qu'ils représentent. C'est par excellence le cas d'Alfonso Barrantes Lingán.

Ouvertement marxiste, mais assumant une position indépendante qu'il appelle « mariateguiste », il a réussi, à la fois à être soutenu par un ensemble de sept partis de gauche et à éviter l'encadrement partisan. Sa figure a grandi et il a acquis un poids propre. Avec Barrantes, la IU remporte une importante victoire à Lima avec plus de 35 % des voix. Barrantes est avocat, ancien leader étudiant, et, dans les années soixante, conseiller syndical. Il vient de l'Apra, qu'il a ralliée quand il étudiait en 1946 au collège San Juan de Trujillo. En 1957, il s'éloigne de ce parti, en même temps que d'autres jeunes apristes dont

une partie formera « l'Apra rebelle », et ensuite le MIR. Pour sa part, Barrantes s'oriente plus vers le marxisme, mais sans militer dans aucun micro-parti. Aux élections de 1980, il se retrouve aux côtés de l'UDP et, peu de temps après, il est nommé président de la Gauche unie. Comme tel, il se présente aux élections municipales de novembre 1980, et, bien qu'il dépasse largement le PPC et l'Apra, il attend jusqu'aux élections de 1983 pour être élu. Maire de Lima depuis janvier 1984, il est l'homme des présidentielles de 1985. Barrantes est un homme du nord des Andes, il s'exprime calmement, a des façons souriantes et civilisées. Le radicalisme de position politique s'accompagne de courtoisie provinciale. Ce sont précisément ces caractéristiques qui le séparent du style vindicatif d'autres leaders de gauche, de même que son langage simple, dénué de tout jargon pseudo-scientifique. Il incarne, comme le dit un portrait pertinent, « dans sa vulnérabilité physique, dans ses coutumes métisses, l'image de l'avocat andin installé dans la capitale ». Le bas peuple de Lima, composé d'émigrés des montagnes, a ainsi trouvé à travers lui « le chemin d'une identification personnelle et culturelle avec la gauche politique » (42).

## Les limites et les potentialités de la légitimité

En résumé, ce qui se passe au Pérou est la conjonction de la démocratie et d'une crise économique aiguë. Les institutions démocratiques sont réapparues, mais en même temps, les Péruviens ont vu baisser de façon effrayante leurs revenus, leur niveau de vie, et malheureusement pas seulement cela : les médecins estiment aussi que des maladies et des fléaux sociaux qui avaient déjà été vaincus sont revenus. Dans ce contexte, quelles sont les possibilités qui s'ouvrent pour la démocratie, ainsi que pour la légitimité récemment acquise par les micro-partis, mouvements et personnalités d'extrême gauche ?

Le Pérou a toujours été un pays pauvre, si l'on fait abstraction de la légende du passé colonial et d'une poignée de privilégiés. Le problème actuel est qu'il est en train de se transformer très rapidement en un pays misérable. C'est une misère urbaine, celle d'un secteur qu'on appelle informel, c'est-à-dire de gens qui, compte tenu de l'étroitesse du secteur industriel (avant même que celui-ci ne soit encore plus démantelé par la politique anti-inflationniste imposée par le Fonds monétaire international), ne peuvent espérer trouver un travail ni recevoir d'allocations de chômage, et créent leurs propres emplois : intermédiaires dans le commerce de l'alimentation, vendeurs ambulants, artisans en tous genres. Lima prend de plus en plus l'aspect d'une ville-bazar. Mais certains économistes et sociologues, qui se sont penchés sur ce secteur dans lequel fonctionnait une sorte d'économie parallèle de refuge, indiquent que ce phénomène aussi a ses limites, comme les *barriadas* qui, au-delà d'une certaine distance du centre urbain, cessent d'être utiles.

(42) « Cambiar ahora. El significado de las elecciones » (éditorial), *Socialismo y participación*, n° 24, décembre 1983, p. VIII.

Par ailleurs, en même temps qu'il connaît une exacerbation de ses plus vieux antagonismes, le Pérou actuel est un pays de libertés, et le climat démocratique se perçoit facilement : aussi bien la multiplication des journaux et revues, même les plus incendiaires et insultants, que le jeu des institutions syndicales ou parlementaires, l'effervescence politique, ou l'ardeur des milieux intellectuels ; jamais les Péruviens n'ont autant écrit, fait de recherches et édité sur le Pérou (43).

Ce n'est donc pas peu de choses que la reconnaissance institutionnelle de la gauche se soit produite dans un processus général de ce type. Ceci dit, nous nous trouvons face à diverses surprises. La première est la preuve de l'élasticité spatiale du système, d'après les propres termes de G. Sartori. La vie parlementaire n'a pas éclaté ni ne s'est interrompue parce qu'y ont pénétré des leaders de partis qui étaient, il y a peu de temps encore, anti-système.

La deuxième est de voir que les dirigeants et leurs formations de gauche sont disposés à assumer des responsabilités au sein de ce que l'on pourrait appeler, avec David Easton, les outputs de la récente démocratie, à savoir une capacité à prendre des responsabilités et des décisions. C'est-à-dire à réglementer, à partir des pouvoirs publics, les conflits. Il ne fait pas de doute que la société péruvienne actuelle est une source de grand désordre et d'anomie sociale, de corruption administrative, de trafic de drogue, d'atteintes aux droits de l'homme et d'abus de la part de l'armée chargée de lutter contre la guérilla. Mais, en tous cas, les commissions des Chambres, des partis, les centrales ouvrières ne perdent pas de temps. Ainsi, si le président Belaúnde parvient au terme de son mandat, à la fin de 1985, il faudra bien admettre que les représentants de la gauche ont contribué à cette stabilité dans la période la plus agitée de la vie du pays. Il n'est que de se rappeler les fois où ils se sont prononcés contre un éventuel coup d'Etat.

La situation, cependant, est paradoxale, et c'est le moins que l'on puisse dire, personne ne s'étonnera que la gauche soit tentée par des comportements en soi contradictoires : par moments, elle s'oriente vers la lutte parlementaire et syndicale ; à d'autres moments, vers une mobilisation de masse ; à d'autres encore, vers un compromis des deux attitudes. Le représentant qui interpelle le ministre de l'Economie, Ulloa ou Rodriguez Pastor, sur un sujet aussi inextricable que la dette extérieure, peut se trouver, le lendemain, à la tête d'une manifestation « sauvage » et être battu par la police, arrosé sans égards d'eau ou de gaz, sans que ses prérogatives de député lui soient d'un grand secours (44).

Quelles sont donc les limites de cette légitimité ? Les mêmes que celles de la démocratie. Et la possibilité d'une réaction des militaires, cette fois vers un autoritarisme de droite, est chose prévisible, soit que le terrorisme des sendéristes le provoque, soit que la crise s'accentue davantage et jette, littéralement, les travailleurs à la rue.

---

(43) Comme nous l'avons souligné à la réunion des péruanistes de Grenoble. Voir « Actes du 5e Colloque », AFERPA, Université des Langues et Lettres de Grenoble, novembre 1981.

(44) C'est le cas, le plus souvent, de Rolando Breña et de Hugo Blanco.

Par la légitimité, à présent, et paradoxalement par la démocratie, ces groupes de gauche sont en train de découvrir un champ illimité d'expansion. Pour l'instant, la nécessité de se présenter comme un « front » uni, a modéré la lutte et les heurts entre les appareils et les partis. En son propre sein, la gauche pratique de nouvelles mœurs de voisinage, de cohabitation, dans une sorte de pluralisme politique inévitable, car personne ne parvient à déloger complètement l'adversaire et à se transformer en parti unique, hégémonique ; le rêve de l'unanimité est impossible dans une culture politique aussi fractionnée que celle du Pérou d'aujourd'hui.

Le grand problème des prochains mois — et non plus des années à venir — sera, d'une part, de montrer aux centrales ouvrières, dont plusieurs préfèrent faire passer leurs requêtes par d'autres canaux, y compris celui de l'Apra, que la gauche marxiste possède une vraie capacité de pression et de négociation. D'autre part, de retenir plusieurs groupes qui ont la tentation de prendre les armes de sendéristes. Au moment où nous achevions cet article, un nouveau groupe terroriste appelé « Mouvement Tupac Amaru » faisait des incursions à Lima *(Resumen Semanal,* n° 282, septembre 1984) et, en même temps, un éditorial d'un organe lié à la gauche légitime, avertissait « des risques d'une militarisation de la société civile » (45).

Les organisations de gauche péruviennes ont, selon nous, une âme « réaliste » et une âme « utopiste ». La première — nous suivons pour cela les déclarations publiées par les journaux — incite à s'occuper dès à présent de l'établissement d'un plan de gouvernement, de l'inscription à temps des candidats (lors des municipales de 1983, ils furent présents seulement dans 600 districts sur 1 800), d'attirer à eux les partis restreints et sans moyens. La deuxième incite à se méfier d'un excès de réalisme politique, du danger de bureaucratisation, et préfère la mobilisation populaire, l'activité extra-parlementaire, les marches et les grèves illimitées, pour « hâter le dénouement ». Les uns se voient dans un pouvoir qui prendrait une forme fédérée, un peu semblable à l'Unité populaire chilienne, mais plus forte et moins naïve devant les forces armées (qui, au Pérou, ne s'affronteraient ni à l'Apra ni aux communistes si ceux-ci gagnaient aux élections, à cause des survivances de la période vélasquiste, si l'on en croit les déclarations du général Julia dans *Caretas*).

Les autres se voient derrière quelque chose d'indéfinissable : « Elections ou insurrection », a dit Díez Canseco. Un pouvoir proche du pouvoir nicaraguayen ? C'est la formule encore vague du pouvoir populaire. Il n'y a pas longtemps, une Assemblée populaire démontrait qu'elle faisait l'unité des centrales ouvrières (46).

Pour toutes ces raisons, le thème de la démocratie est traité à gauche de façons diverses, sinon antagoniques. Comme une sorte de « pluralisme polarisé » avec Barrantes, ou comme un épisode de « l'accumulation des forces ».

(45) *La República*, Lima, 30 septembre 1984.

(46) Y ont assisté : la CGTP, la CTP apriste, la CNT (de tendance anarcho-syndicaliste), la CTPR et des parlementaires tels que Jorge del Prado, Genaro Ledesma, Manuel Danmert, Javier Díez Canseco, Ricardo Napuri, Hugo Blanco. Voir la majorité des journaux du 8 mars 1984 et *Resumen semanal,* n° 255, mars 1984.

Comment ne pas admettre qu'elle a ouvert la voie aux groupes de gauche ? Comment ne pas reconnaître que c'est une démocratie fragile ?

C'est un cas récent et singulier que celui du Pérou. Et les interactions entre démocratie et partis marxistes ne sont pas près de leur fin. Pour comprendre le processus et les événements qui suivront, il faut écarter deux solutions de facilité : celle du cynisme et celle de la condamnation *a priori.* En effet, il n'est pas pensable que toute la gauche, même si quelques-uns le croient encore, considère ces années de démocratie comme un simple épisode, ni que la « crétinisation », comme dit « Sentier lumineux », soit la rançon inévitable d'une présence au Parlement. Ce qui se passe au Pérou est beaucoup plus complexe et intéressant, et n'a probablement pas de précédent, sauf celui des communistes italiens acceptant la possibilité de développement du socialisme à travers la démocratie et la société civile. Personne n'est en mesure de prévoir si les mouvements de la gauche, après cette apogée légale, abandonneront la légitimité actuelle qu'ils ont su gagner et retourneront à leur situation de petits partis anomiques ou s'ils grandiront encore davantage aux dépens du centre modéré, centre où sont fortement implantés les apristes, ou encore si le vent de l'histoire les emportera dans un tourbillon de violence et de désarticulation sociale de type Liban ou Cambodge (situation que les militants de « Sentier » entre autres forces de désordre sont en train de provoquer).

Tenons-nous-en à ce qu'il est possible aujourd'hui de constater, et qui tient en deux assertions évidentes : premièrement, ces partis de gauche sont intégrés au jeu démocratique et il n'est pas sensé de considérer qu'il puisse y avoir de nouveau un régime de partis, des élections et une représentativité qui puissent les exclure comme dans un passé très proche ; deuxièmement, ces partis se sont confrontés dans leur évolution, avec la convocation de la Constituante et le retour de Belaúnde, au défi démocratique. Ils vivent une expérience, car ils n'ont pas eu d'autres expériences socialistes. Ils vivent la démocratie comme un paradoxe et comme un conflit dans un pays qui connaît un développement politique mais non économique. La grande nouveauté du Pérou est donc celle-ci : la démocratie et les partis de la gauche marxiste. La cruauté et l'action violente du « Sendérisme » tendent à rapprocher encore davantage ces catégories que tout, des pratiques d'exclusion du pouvoir oligarchique à la mentalité autoritaire des groupes de gauche, séparait. L'expérience dépasse en importance le cadre national du Pérou.

Septembre 1984.

# ANNEXE

## Régimes, apparition de clientèles et formation de partis au Pérou (1860-1984)

| Années et régimes | Clientèles | Partis |
|---|---|---|
| 1860-1895<br>Constitution de 1860 : suffrage censitaire, participation populaire restreinte. | Clientèles traditionnelles : bourgeoisie urbaine, travailleurs des grandes propriétés fidèles aux caudillos, artisans et commerçants des villes. | Clubs : démocrate, libéral, civil, constitutionnel. |
| 1895-1931<br>Régime « oligarchique à l'état pur », 1895-1919. Constitution de 1919 et 1933 : élections directes, augmentation de la participation. Analphabètes exclus du vote. | Apparition de clientèles nouvelles : ouvriers industriels de Lima, ouvriers du sucre dans le Nord, mineurs ; étudiants, intellectuels, petite bourgeoisie urbaine, commerçants, instituteurs... Agitation dans les communautés indigènes. | Partis : Parti apriste péruvien (1924-1931). Parti communiste en 1928. |
| 1931-1956<br>Hégémonie du Parti apriste péruvien (guerre civile et impasse politique entre le PAP et les forces antagonistes de droite : armée, clubs politiques survivants, etc.). | | |
| 1956-1967<br>Pluripartisme. | Apparition de nouvelles classes urbaines, entrepreneurs préoccupés avant tout par la technique, migrants, habitants des bidonvilles, prolétariat industriel de Lima, Callao et Chimbote). Syndicalisation et prise de conscience politique des paysans (métayers, péons, etc.). | Partis : Action populaire. Démocratie chrétienne. Union nationale odriste. Mouvements : Social progressiste de la Gauche révolutionnaire (MIR). Front de libération nationale. |
| 1968-1978<br>Dictature militaire. | Changement et réformes structurelles.<br>Crises sociales et économiques.<br>— Essor des mouvements syndicaux agraires, industriels régionaux, urbains et marginaux, CNA, CONACI, SUTEP, etc. | |
| 1978-1984<br>Retour aux institutions démocratiques.<br>Pluripartisme.<br>Constitution de 1979 : vote des analphabètes et des jeunes de 18 ans. | — Intensification du mouvement populaire. Survivance des organismes de masse type CNA. Apparition de la « guérilla » de Sendero. | Retour des partis + Front de gauche, FOCEP, UNIR, UDP, IU. |

*Source :* élaboré à partir de H. Neira, « Pérou », *Tableau des partis politiques en Amérique latine, op. cit.*, augmenté de deux périodes plus récentes, 1968-1978 et 1978-1984. Montre la relation entre clientèles, régimes électoraux et... naissance de nouveaux partis.

Devant la menace d'une cessation de paiement de la part des pays endettés et d'une crise financière généralisée, les recherches de solution se sont multipliées, sous la forme de tentatives de concertation entre pays débiteurs ou de « dialogue » entre ces derniers et les pays industrialisés, ainsi que de propositions individuelles. Trois économistes latino-américains présentent ici leurs points de vue. Pour *Aldo Ferrer*, le processus d'ajustement orthodoxe prévu pour des déséquilibres conjoncturels ne peut redresser la situation : le problème central à l'heure actuelle, où l'Amérique latine s'est convertie en exportateur de capitaux, est celui de la répartition des ressources entre remboursement de la dette, consommation locale et investissement. *Ricardo Ffrench-Davis* estime de son côté que les nations latino-américaines ne peuvent éviter une restructuration de leurs politiques économiques tout en luttant pour un changement du cadre des renégociations de leur dette. Dans le cas particulier de l'expérience brésilienne, *Antonio Barros de Castro* critique l'ampleur du sacrifice imposé au pays dans le but, réussi, de redresser la balance commerciale et suggère que d'autres solutions, moins orthodoxes, auraient été d'un coût politique et social plus tolérable.

L'incertitude quant aux lendemains qui domine l'Amérique latine est peut-être propice à des évolutions originales dans le cadre de la « démocratisation » ; ainsi, le Pérou connaît depuis quelques années un processus de regroupement des petits partis de l'extrême-gauche marxiste, jusqu'alors éclatés en querelles bien souvent stériles, avec lequel il faudra compter lors des élections de 1985. *Hugo Neira* décrit le développement qui a mené à la constitution de ce qui est apparu, lors des élections municipales de 1983, comme la deuxième force politique du pays, et analyse l'évolution interne des formations d'extrême-gauche et le cas exemplaire du syndicat de l'enseignement, le SUTEP.

Enfin, pièce à verser dans le débat sur les relations entre le Nicaragua et les pays à économie socialiste, une étude de *Ricardo Acciaris* tente d'évaluer, à partir de sources des pays socialistes et de sources occidentales, la force réelle des liens économiques entre ce pays et ses partenaires du CAEM.

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE - 4 numéros - Abonnement annuel : 116 F (Etranger 143 F) Abonnement annuel à la série « Notes et études documentaires » : 625 F (Etranger : 695 F) Rédaction et administration La Documentation Française, 29/31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07 - Tél. : 261.50.10 - Télex : 204826 Docfran Paris - Commandes et abonnements à la Documentation Française, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex, tél. : 834.92.75 - Toute commande de numéros séparés d'un montant inférieur à 200 F TTC sera majorée d'une somme forfaitaire de 8 F TTC pour participation aux frais d'enregistrement, de facturation et de port. Ce montant ne s'applique pas aux abonnements - Règlement à réception de la facture - Librairies : 29, quai Voltaire, 75007 Paris, tél. : 261.50.10 et 165, rue Garibaldi, cité administrative de la Part-Dieu, 69401 Lyon Cedex, tél. : 863.23.02 - Directeur de la publication : Mme Françoise Gallouédec-Genuys.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT - DIRECTION DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

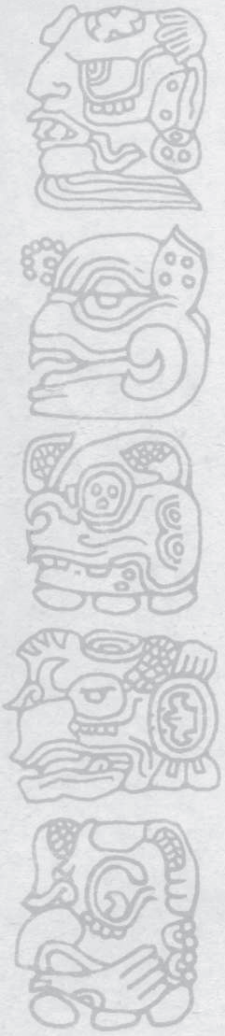
Imprimerie BIALEC - NANCY
D.L. nº 21495 - 4e trim. 1984
C.C.P.P. 1 231 AD

GP 37

ISSN 0029 - 4004

# PROBLEMES D'AMERIQUE LATINE

N° 74 - 4e trimestre 1984



## TROIS POINTS DE VUE LATINO-AMÉRICAINS SUR LA QUESTION DE L'ENDETTEMENT

dette, souveraineté et démocratie en Amérique latine

**aldo ferrer**

dette extérieure et options de développement

**ricardo ffrench-davis**

ajustement et adaptation structurelle : l'expérience brésilienne

**antonio barros de castro**

## LA GAUCHE AU PÉROU

le processus de légitimation

**hugo neira**

## NICARAGUA - PAYS SOCIALISTES

vers la consolidation des liens économiques ?

**ricardo acciaris**

# Notes et Etudes Documentaires

N° 4 768
1983 - 18
45 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE